

Bulletin trimestriel

Conjoncture économique

N° 138 - Statistiques au 31/03/2009



Nouvelle-Calédonie

L'Institut d'émission d'outre-mer est **la banque centrale** de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure **l'émission de la monnaie** ayant cours légal dans ces territoires : **le franc CFP** (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1^{er} janvier 1999 à 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il **met en circulation** des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il **contrôle** scrupuleusement **le volume et la qualité des signes monétaires**.

- Il **veille** au bon fonctionnement du **système bancaire** en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).

- Il **conduit une politique monétaire** visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique **par l'intermédiaire du refinancement**, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques **prioritaires** et des zones économiquement **défavorisées** et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.

- Il joue un rôle **d'observatoire économique** permanent en réalisant des enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment **une lettre mensuelle et deux bulletins trimestriels de conjoncture**. L'IEOM réalise également tous les ans **un rapport annuel** dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, **la balance des paiements** de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.

- Il **apporte ses services** à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il **assure dans ce cadre l'exécution des transferts** de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte **garantissant** de manière illimitée **la convertibilité du F CFP en euro** et la liberté des transferts.

- Il **s'assure**, en liaison avec la Banque de France, **de la sécurité des moyens de paiement** et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.

- **De plus, l'IEOM assure**, en Nouvelle-Calédonie, dans ses locaux, **le secrétariat de la Commission de surendettement** des particuliers depuis le 1er avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

Synthèse

4

- 1- La conjoncture internationale et métropolitaine
- 2- La conjoncture régionale
- 3- La conjoncture économique de la Nouvelle-Calédonie

4
5
6

Annexes statistiques

13

1- Les ménages

14

- 1-1 L'évolution de la consommation des ménages
- 1-2 L'investissement immobilier des ménages
- 1-3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

14
15
15

2- Les entreprises par secteur

16

- 2-1 L'investissement des entreprises
- 2-2 L'investissement des entreprises sur les douze prochains mois
- 2-3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises

16
17
18

3- Indicateurs macro-économiques

19

- 3-1 Les indicateurs macro-économiques

19

4- Les secteurs d'activité

21

- 4-1 Vue d'ensemble
- 4-2 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture
- 4-3 Industrie agro-alimentaire
- 4-4 Industries minières et métallurgiques
- 4-5 Industries diverses
- 4-6 Bâtiment et travaux publics
- 4-7 Commerce
- 4-8 Hôtellerie - Tourisme
- 4-9 Services aux entreprises

21
22
24
25
28
30
32
35
37

Note méthodologique

39

L'activité économique a marqué un certain ralentissement sur le premier trimestre. Cela se traduit notamment par un recul sensible de l'indicateur de climat des affaires qui passe en dessous de sa moyenne longue période pour la première fois depuis 2004. Les acteurs économiques affichent généralement un certain attentisme en période préélectorale. Mais le trimestre a de plus été marqué par les inquiétudes nées de la première version de la LODEOM et par des recours en justice portant sur les protections tarifaires qui ont entamé la confiance des producteurs locaux. En conséquence, les prévisions d'investissements sont très en retrait par rapport aux niveaux des années passées. Le ralentissement de l'économie est confirmé par les statistiques monétaires avec un tassement de la croissance des encours de crédits, tassement relatif car les rythmes de croissance restent élevés.

A l'instar du second semestre 2008, le nombre de demandeurs d'emplois a continué de progresser sur le premier trimestre. Le marché de l'emploi est cependant resté dynamique. Ainsi, les chiffres de l'emploi salarié (source CAFAT) montrent une augmentation de 4,4 % hors services publics et semi-publics et de 3,4 % dans l'ensemble, ces croissances restant néanmoins inférieures aux croissances enregistrées les trois années précédentes à la même période. Les indices de prix (prix, construction, loyer) ont amorcé, à l'image de ce qui a été observé auparavant dans les autres économies, un net ralentissement de leur progression. La détente observée sur les taux bancaires pourrait déclencher des décisions d'achat maintenant que, les élections passées, la crainte d'une forte instabilité politique à court terme semble écartée. L'ensemble de ces éléments, conjugués à la remontée des cours du nickel observée sur le mois de mai, pourrait permettre un retour à une croissance plus soutenue de l'économie.

I- La conjoncture internationale et métropolitaine

Poursuite du recul de l'activité et faiblesse de l'inflation

La dégradation de la conjoncture mondiale s'est poursuivie au premier trimestre 2009 et la plupart des économies des pays développés sont maintenant en récession (deux trimestres consécutifs de recul de l'activité). Le recul corrélatif du commerce mondial a pesé sur l'activité des pays émergents, qui a continué à ralentir. La consommation est restée mal orientée malgré le recul important de l'inflation. Les effets négatifs de la crise, tels que la montée des taux de chômage et les effets de richesse négatifs (liés à l'immobilier et aux marchés boursiers), ont incité les ménages à poursuivre leurs ajustements en privilégiant le désendettement et la constitution d'une épargne de précaution. Les investissements sont très touchés par l'absence de perspectives de reprise à court terme. La hausse du niveau des prix a atteint des valeurs historiquement basses : le glissement annuel très faible de l'inflation est le résultat d'une forte baisse des prix des matières premières, principalement du pétrole, d'une sous-utilisation des capacités de production et d'une demande particulièrement faible. On note cependant une certaine reprise des cours mondiaux des matières premières sur la fin du trimestre.

Aux **États-Unis**, l'activité se replie pour le troisième trimestre consécutif. Selon les estimations provisoires, le PIB du premier trimestre a diminué de 6,1 % en rythme annualisé¹, après -6,3 % au 4^{ème} trimestre 2008. Cette baisse plus importante qu'anticipée provient de la très forte contraction des stocks et de la chute de la FBCF. En revanche, la consommation privée a été plus robuste que prévue (+2,2 % en rythme annuel) et, si les exportations nettes de biens et services se sont contractées pour le second trimestre consécutif (notamment sous l'effet d'une légère appréciation du dollar), la contribution du commerce extérieur à la croissance a été positive. Le trimestre a été marqué par une diminution de la dépense publique (-3,9 %), pour la première fois depuis la crise financière. Le marché du travail a continué de se détériorer et le taux de chômage s'est rapproché des niveaux constatés dans la zone euro (8,9 % en avril). Pour la première fois depuis 1955, l'IPC est

en recul sur un an (-0,4 % en mars 2009, -0,7 % en avril), mais cette baisse résulte essentiellement du fléchissement des prix des matières premières (hors alimentation et énergie, le glissement annuel reste aux alentours de 2 %). Le 29 avril 2009, la Réserve Fédérale a laissé inchangé son taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %.

Le **Royaume-Uni** a enregistré un troisième recul consécutif de son PIB. Ce repli, plus marqué que les précédents (-1,9 % en glissement trimestriel, après -1,6 % au 4^{ème} trimestre 2008) et plus important que prévu, est dû à une contraction sans précédent de l'activité manufacturière. L'inflation s'est ralentie en mars (2,9 % après 5,2 % en septembre) et la baisse des prix des logements s'est poursuivie. La dépréciation sensible de la livre sterling pourrait jouer en faveur des exportations. Le 5 mars, la Banque d'Angleterre a abaissé son taux directeur à 0,5 % et a annoncé un programme d'achat d'actifs en livres sterling.

La **zone euro** est toujours en récession : elle enregistre un nouveau trimestre de contraction du PIB (-2,5 %, après -1,6 % au 4^{ème} trimestre 2008). La production industrielle a chuté de manière brutale (-20,2 % en mars 2009 sur un an), particulièrement pour les segments des biens intermédiaires, des biens d'investissement et des biens de consommations durables. Si les pays de la zone ne subissent pas le même degré de contraction de leur activité, ils sont cependant tous en récession, à l'exception de Chypre et de la Grèce. Le taux d'inflation est de 0,6 % sur un an (contre 3,3 % un an auparavant) mais ce repli global recouvre des situations très contrastées (de -0,7 % pour l'Irlande à 4 % pour Malte); cette évolution est essentiellement due aux prix de l'énergie puisque le taux d'inflation sous-jacente progresse de 1,6 %. Le taux de chômage s'est légèrement dégradé (8,9 % en mars après 8,7 % en février et 7,2 % en mars 2008). Depuis le début de l'année 2009, la BCE a procédé à quatre baisses successives de ses taux directeurs, établissant son taux principal de refinancement à 1 % en mai.

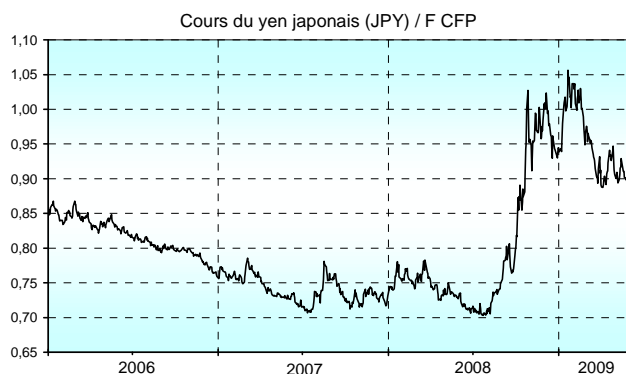
La **France** est entrée en récession, avec un deuxième trimestre consécutif de baisse de son PIB (-1,2 % après -1,5 %). Elle est le pays de la zone euro dont le recul de l'activité a été le plus faible. Si les dépenses de

¹ Soit en rythme trimestriel, -1,6 % au dernier trimestre 2008 et premier trimestre 2009.

consommation des ménages maintiennent leur progression (+0,2 %), l'investissement total a connu un nouveau recul (-2,3 % après -2,4 %) et les variations de stocks ont encore pesé fortement (contribuant pour -0,8 point à la baisse du PIB). La chute du volume des échanges extérieurs se poursuit, mais le commerce extérieur a eu une contribution nulle sur la croissance du trimestre. Le marché du travail a continué de se dégrader dans l'ensemble des secteurs marchands, à l'exception de la construction, avec la destruction de 138 100 emplois au cours du premier trimestre, touchant particulièrement les emplois intérimaires. L'inflation progresse légèrement en avril (+0,2 %) mais elle enregistre un glissement annuel historiquement bas à 0,1 % (il faut remonter à 1957 pour avoir une inflation annuelle aussi basse) notamment du fait d'une baisse des prix des produits manufacturés (liés à la baisse des prix des automobiles neuves) et des prix de l'énergie.

2- La conjoncture régionale

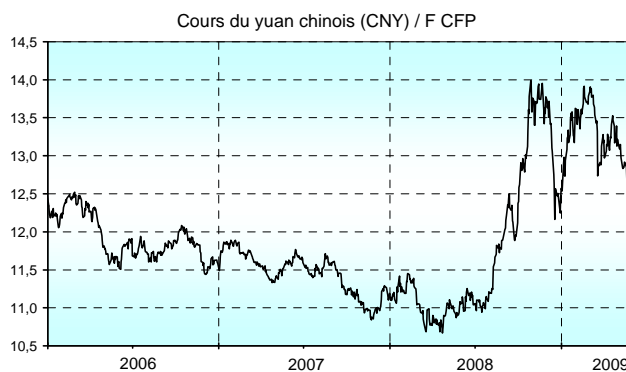
Le **Japon** a enregistré une nouvelle baisse de son PIB, de 4 % soit la plus forte contraction de son histoire (après -3,8 % au dernier trimestre de 2008). L'archipel a été pénalisé par la chute de la demande mondiale qui a entraîné un recul de 26 % de ses exportations, secteur clé de son économie. L'ensemble des composantes de la demande interne a été mal orienté, notamment l'investissement (-7,7 % après -3,9 %). L'évolution des prix a continué de fléchir (glissement annuel de -0,3 % en mars après 0 % en décembre). La Banque du Japon a laissé inchangé son taux objectif, autour de 0,1 %.



En **Australie**, le PIB s'est contracté de 0,5 % au 4ème trimestre 2008 par rapport au trimestre précédent, marquant ainsi sa première baisse depuis le début de l'année 2008. Cette contraction est aussi la première depuis la récession de 1990-1991. En 2008, le PIB a augmenté de 2,1%, soit à un rythme nettement inférieur au 4% atteint en 2007 et à la moyenne 1988-2008 de 3,4 %. Par ailleurs, en mars 2009, l'indice des prix à la consommation australien a crû de 0,1 % sur un trimestre et de 2,5 % sur un an. Le taux de chômage a néanmoins diminué de 0,3 point fin avril 2009 sur un mois à 5,4 % de la population active. La Banque centrale australienne a continué de baisser son taux directeur, le ramenant le 8 avril 2009 à 3 % (-425 points de base par rapport à mars 2008).

Enfin, le ralentissement de la croissance observé dans les **économies émergentes** s'est légèrement atténué au cours du premier trimestre, notamment en liaison avec une diminution de la contraction des échanges. En Amérique latine, l'activité a été faible, avec notamment une production industrielle qui a continué de diminuer (de -1,5 % en Argentine à -13,3 % au Brésil). En outre, les taux d'inflation ont été négatifs en Chine (-1,2 % en mars en glissement annuel), tandis qu'ils demeuraient à des niveaux élevés en Amérique latine en dépit de la chute de l'activité dans cette zone (autour de 5 à 7 % de baisse).

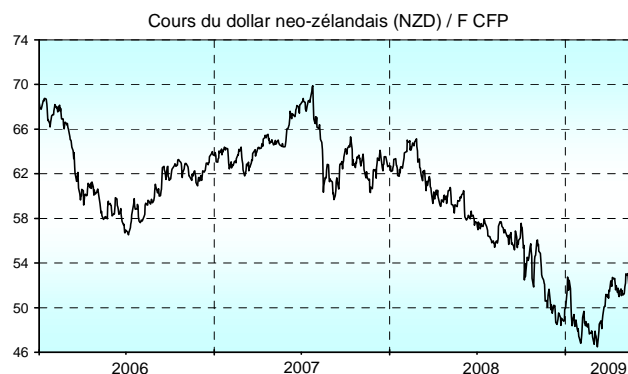
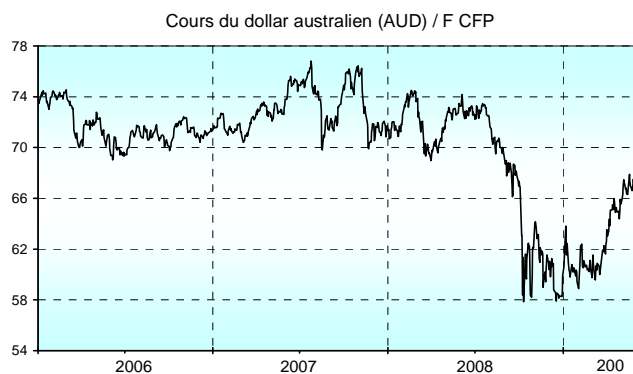
En **Chine**, si l'évolution annuelle du PIB a été moins élevée (6,1 % après 6,8 % en rythme annuel¹), les mesures de relance et la politique monétaire mises en œuvre par les autorités semblent avoir joué favorablement sur les facteurs nécessaires à une reprise de la croissance : l'investissement a augmenté sur le premier trimestre de 30 % dans les zones urbaines, la consommation intérieure a relativement bien résisté² et les crédits consentis à l'économie ont progressé de 30 % sur un an.



Le PIB de la **Nouvelle-Zélande** a subi sa quatrième baisse consécutive au 4ème trimestre 2008, en recul de 0,9 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, le PIB progresse de 0,2 %. Les indicateurs sur le premier trimestre 2009 confirment la morosité de l'économie. Ainsi, l'indice global des prix à la consommation a augmenté de 0,3 % au 1er trimestre 2009 par rapport au 4ème trimestre 2008 (+3 % sur une année). La Nouvelle-Zélande voit également son taux de chômage augmenter sur le 1er trimestre 2009 (+0,3 point par rapport à décembre 2008) à 5 % de la population active. Dans ce contexte, la Banque centrale néo-zélandaise a ramené le 30 avril 2009 son taux directeur à 2,5 % (-575 points de base par rapport à juin 2008).

1 Soit, en rythme trimestriel, une croissance de 1,5 % après 1,7 %

2 L'indice mensuel de confiance des consommateurs a légèrement diminué entre décembre et mars (passant de 88 à 86), mais les ventes au détail de biens de consommation ont progressé de 15 % au premier trimestre, en rythme annuel (source : National Bureau of Statistics of China).



3- La conjoncture économique de la Nouvelle-Calédonie

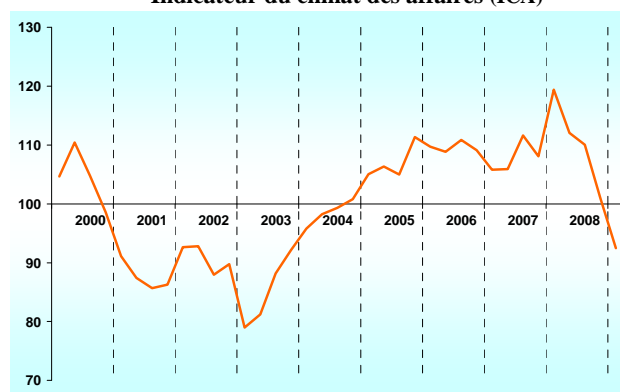
3.1. – L'enquête de conjoncture auprès des entreprises

■ Quatrième baisse consécutive de l'indicateur du climat des affaires (ICA)¹

L'indicateur du climat des affaires a continué de se dégrader au 1^{er} trimestre 2009. C'est la quatrième baisse consécutive de cet indice depuis le premier trimestre 2008 qui représentait son point haut historique. Il passe pour la première fois depuis 2004 en dessous de sa moyenne de longue période.

Les chefs d'entreprise interrogés prévoient la poursuite de la baisse du climat des affaires sur le second trimestre 2009. Les prévisions d'investissements à un an sont légèrement en hausse par rapport au trimestre précédent mais restent néanmoins à un niveau très faible.

Indicateur du climat des affaires (ICA)

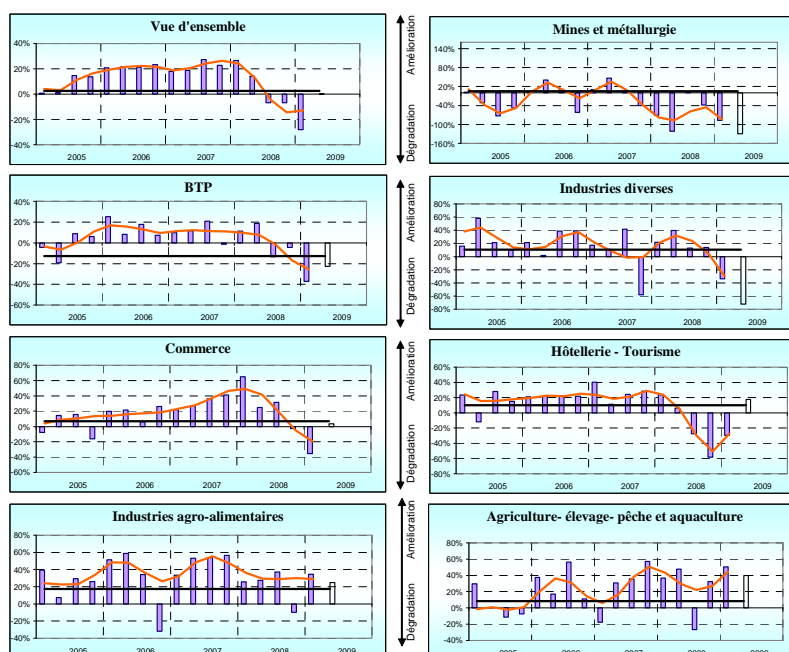


■ Analyse des soldes d'opinion par secteur

Sur le 1^{er} trimestre 2009, l'enquête d'opinion de l'IEOM menée auprès des chefs d'entreprises de 8 secteurs d'activité révèle les tendances suivantes :

- une progression de l'activité dans deux secteurs : les industries agroalimentaires et l'agriculture ;
- une baisse de l'activité dans les secteurs du tourisme, du BTP, du commerce, des services et des industries diverses et de la mine et de la métallurgie ;

Dans leur ensemble les chefs d'entreprise anticipent la poursuite de la tendance baissière de leur activité au 2^e trimestre 2009. Les secteurs de l'agriculture et des industries agroalimentaires continueraient de progresser et le secteur du tourisme baissier au 1^{er} trimestre 2009, verrait son activité se retourner à la hausse. L'ensemble des autres secteurs continuerait d'avoir un recul de leurs activités.



¹ cf. note méthodologique

3.2. – Les indicateurs macroéconomiques

■ Prix

Alors que la baisse des prix sur les matières premières minérales et agricoles avait tardé à se répercuter sur le territoire, les indices des prix (consommation, construction) ont ralenti sur le premier trimestre. Au moins d'avril 2009, l'indice des prix à la consommation s'établit à 130,6, soit un glissement annuel de 0,4 % alors que ce rythme de croissance annuel était encore de 3,5 % en janvier et 2,7 % en février. Cette décélération s'explique principalement par les baisses de près de 21 % du poste « essence et gazole » et de 5 % des articles d'habillement et chaussures. Les prix des carburants reviennent ainsi aux niveaux observés en 2005.

Les prix d'un nombre significatif de produits alimentaires de première nécessité continuent de progresser à un rythme soutenu sur un an mais sont tout de même en recul ou se stabilisent en variation depuis le début de l'année. C'est le cas du prix du riz, des « farines, semoules, et céréales » et du poulet, qui progressent respectivement de 33,9 %, 5,0 % et 3,0 % sur un an mais diminuent néanmoins respectivement de 4,9 %, 2,5 % et 3,7 % depuis le début de l'année.

D'autres produits alimentaires tels que le lait et les légumes frais voient leurs prix en nette diminution sur un an, respectivement de 6,9 % et 6,8 %.

La progression de l'indice sous-jacent¹ a aussi nettement décélééré sur le début de l'année passant d'une croissance de 2,6 % en janvier-février à 1,7 % en avril. Ce rythme reste néanmoins encore supérieur à celui observé les années précédentes.

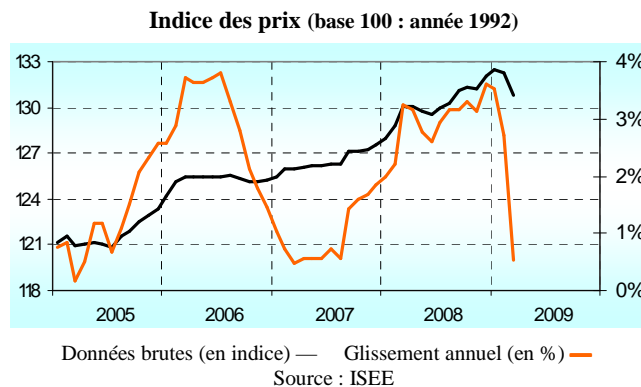
La hausse des carburants début juin, associée au fait que la croissance des prix avait nettement ralenti à la fin du premier semestre 2008, devrait conduire à une légère reprise de l'inflation sur les prochains mois avec un retour au-dessus des 1 % en rythme annuel.

■ La consommation des ménages

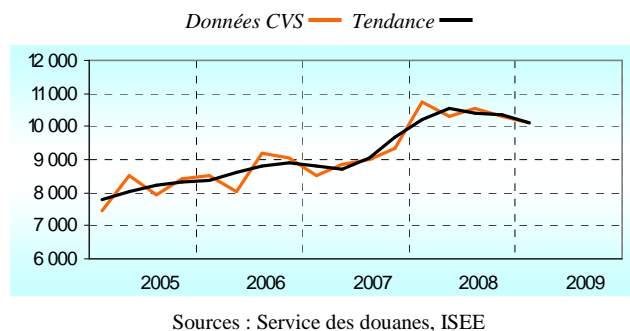
Au 1^{er} trimestre 2009, la plupart des indicateurs objectifs de la consommation des ménages ont été orientés à la baisse sur un an. Les importations de meubles, de vêtements et de produits alimentaires ont ainsi été en recul respectivement de 6,7 %, 3,7 % et 4,9 %. Les immatriculations de voitures particulières sont également en diminution sur la même période (-3 %) tandis que leurs importations sont en hausse (+8,3 %).

Le niveau des importations de biens de consommation courante, s'il est en forte baisse par rapport au niveau 2008, reste cependant supérieur de 20 % au niveau atteint au premier trimestre 2007.

Dans le même temps les encours bancaires des crédits à la consommation des ménages ont continué de croître au rythme soutenu de 4,4 %.



Importations de biens de consommation courante (en millions de F CFP)



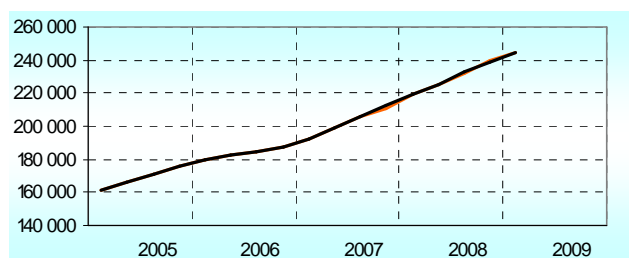
¹ Il représente l'évolution du niveau général des prix expurgée de sa composante conjoncturelle.

■ L'investissement immobilier des ménages

Au 1^{er} trimestre 2009, l'encours des crédits à l'habitat des ménages a continué sa progression à un rythme élevé, en hausse de 11,5 % en glissement annuel après 13,6 % au trimestre précédent.

La baisse des taux bancaires amorcée en début d'année devrait contribuer à soutenir la demande. Le ralentissement de l'indice des prix de la construction constitue aussi un signal favorable.

Encours bancaires des crédits à l'habitat (Ménages)
(en millions de F CFP)



Source : IEOM

■ La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

Au 1^{er} trimestre 2009, les indicateurs mesurant la vulnérabilité de la trésorerie des ménages sont tous orientés défavorablement aussi bien en glissement annuel que par rapport au trimestre précédent. Les décisions de retrait de cartes bancaires, les incidents de paiement sur chèques et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire ont progressé respectivement de 35,4 %, 6,6 % et 3,9 %.

■ Commerce extérieur

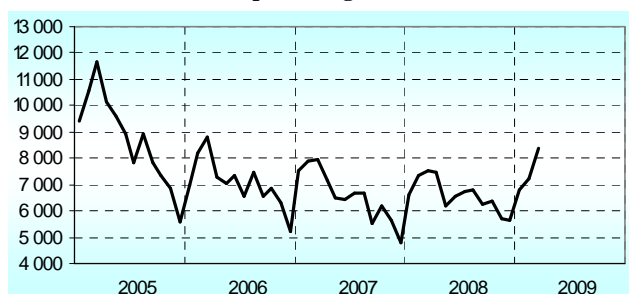
Les importations se replient de 14 % en cumulé à fin avril, ce qui représente 12 milliards de F CFP en moins par rapport à 2008. C'est la première diminution des importations en valeur depuis mars 2005. Cependant le niveau des premiers mois de l'année 2008 était particulièrement fort du fait : du niveau élevé des prix du pétrole brut (sur les 12 milliards, 4,2 milliards sont dus à une baisse en valeur sur le poste carburant) ; de l'importation de matériel pour des chantiers importants (ce qui pourrait expliquer jusqu'à 3 milliards) et enfin de l'importation d'ensembles industriels dans le cadre de construction des usines (contribuant à expliquer 4,5 milliards de baisse). Si nous retirons ces éléments, les importations pourraient se situer au même niveau qu'au premier trimestre 2008. A l'inverse une hausse de près de 1 milliard sur le poste « Véhicules automobiles pour le transport en commun » est engendrée, entre autres, par la rénovation du parc de bus. La baisse des importations ne permet cependant pas d'améliorer le taux de couverture qui se fixe à 34,0 %. Les exportations ont en effet diminué fortement, tant en volume qu'en valeur. Elles continuent à être impactées à la baisse par la crise que traverse le secteur des matières premières et notamment celui du nickel. Les exportations en volume ont diminué de 34,2 % sur un an, principalement du fait des baisses des exportations de minerai et de métal, respectivement de 28,8 % et 7,5 %. Les exportations en valeur ont connu un recul encore plus sensible du fait de l'effondrement des cours du nickel sur la même période, engendrant des diminutions des exportations de minerai et de métal, respectivement de 63,2 % et 47,9 %.

■ Le marché du travail

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois a continué d'augmenter au 1^{er} trimestre 2009 (11,4 %). Il s'établit à 8 395 à fin mars contre 7 537 à fin mars 2008. Il faut remonter à 2006 pour trouver un niveau de demande supérieur. La progression est cependant moindre qu'au trimestre précédent (17,8 %) et l'amélioration est sensible au mois d'avril avec une hausse par rapport à 2008 limitée à 1,1 %.

Au 1^{er} trimestre 2009, le nombre de demandeurs d'emploi a continué de progresser dans les provinces Sud et des Îles mais il a diminué en Province Nord. En province des Îles c'est la création et la montée en puissance des EPEFIP (Établissement Provincial de l'Emploi, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle) qui explique l'augmentation des demandes. En Province Nord, l'augmentation de 66,2 % des offres, liée à la construction de l'usine du Nord et de la Zone VKP, a entraîné une baisse du nombre de demandeurs d'emploi de 2 % sur un an (après +11,1 % au 4^e trimestre 2008).

Demandes d'emploi enregistrées en fin de mois



Source : IDCNC

Dans le même temps, le nombre de chômeurs indemnisés a crû de 390 personnes en un an (+ 27 %) tandis que le nombre d'offres nouvelles déposées à l'IDCNC a diminué de près de 20 % sur un an. Si le nombre de nouvelles offres d'emplois est nettement inférieur à celui du premier trimestre 2008, le ralentissement est relatif. Ainsi, avec 2 614 offres déposées, le premier trimestre 2009 est largement au-dessus des niveaux enregistrés avant 2008.

L'emploi salarié continue de progresser à un rythme soutenu selon les premières estimations fournies par la CAFAT (+3,4 % en glissement annuel à fin mars 2009, +4,4 % hors services publics et semi-publics).

■ L'investissement des entreprises

Au 1^{er} trimestre 2009, les indicateurs de l'investissement des entreprises sont orientés à la baisse sur un an. Les importations de biens d'équipements, de véhicules utilitaires ainsi que leurs immatriculations reculent respectivement de 23,5 %, 14 %, et 11,2 %.

Ces évolutions sont en phase avec les résultats de l'enquête de conjoncture auprès des chefs d'entreprises. Les acteurs économiques, depuis la fin de l'année 2008, affichent une certaine inquiétude qui se traduit par des prévisions d'investissements en forte baisse. Cette inquiétude a été nourrie par la période préélectorale propice à l'attentisme. Le trimestre a de plus été marqué par les craintes nées du texte initial de la LODEOM et par des recours en justice portant sur les protections tarifaires qui ont entamé la confiance des producteurs locaux.

Malgré ce pessimisme, les encours des crédits d'investissement des entreprises sont restés orientés à la hausse même si le rythme de croissance a ralenti. Ils ont progressé de 18,4 % sur un an (après +26,1 % au 4^e trimestre 2008)¹.

Indicateurs du dynamisme économique, les créations et cessation d'entreprises ont été favorablement orientées au 1^{er} trimestre 2009. Les cessations sont en recul de près de 30 % sur un an, tandis que parallèlement les créations progressent de 6 %.

La situation de vulnérabilité de la trésorerie des entreprises reste contrastée au 1^{er} trimestre 2009. Les liquidations judiciaires ainsi que le nombre de personnes morales en interdiction bancaire ont augmenté respectivement de 29,4 % et 10,9 % tandis que les redressements judiciaires et le ratio des créances douteuses brutes sur le total des crédits ont diminué respectivement de 31,8 % et 0,7 point. Au 1^{er} trimestre 2009, les encours des crédits tous secteurs confondus ont continué de progresser à un rythme soutenu sur un an (+ 12,2 %) mais ont légèrement baissé par rapport au trimestre précédent (- 0,9 %).

3.3. – Les entreprises selon les secteurs

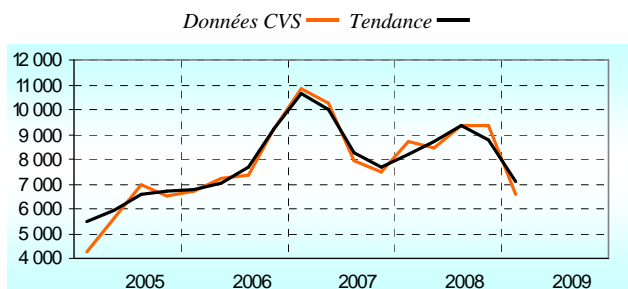
■ Industries minières et métallurgiques

Au 1^{er} trimestre 2009, la production et les exportations de minerai ont continué d'être en recul sur un an. Elles ont diminué respectivement de 17,5 % et 28,8 % par rapport à l'année 2008. Dans le même temps, la production de l'usine de Doniambo s'est établie à 13 258 tonnes de nickel contenu, soit une hausse de 1,6 % par rapport à 2008 avec des résultats très différents sur les mattes et les ferronickels respectivement en baisse de 15,4 % et en hausse de 9,6 %. Au premier trimestre 2008, la production avait été ralentie par les conditions météorologiques.

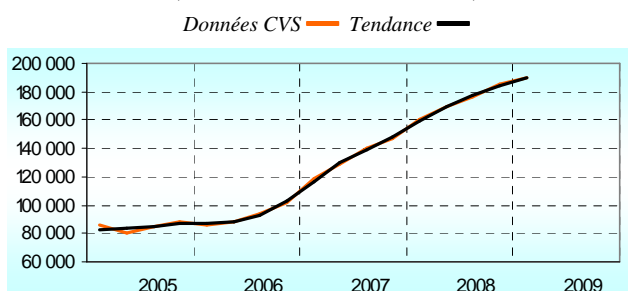
Pour l'ensemble de l'année 2009, la SLN a programmé une production de 50 000 tonnes de métal. Le rythme observé sur le premier trimestre apparaît supérieur à cette prévision.

Les exportations de minerai et de métal en valeur sont en net recul du fait de la baisse des cours du nickel. Cependant le marché du nickel est revenu à des niveaux supérieurs à 6 \$/lb sur la fin du mois de mai, la moyenne de celui-ci se situant à 5,7 \$/lb soit au niveau du dernier trimestre de 2005.

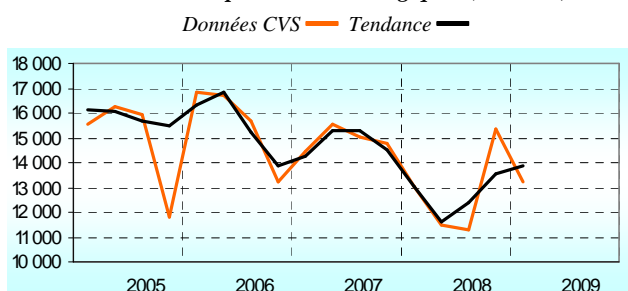
Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)



Encours bancaires des crédits d'investissement (toutes zones en millions de F CFP)

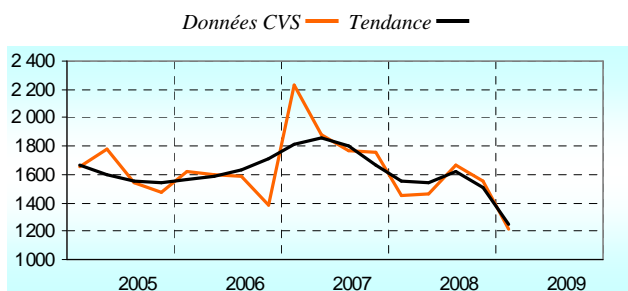


Production de produits métallurgiques (en tonnes)



Source : Service des Mines

Production de produits miniers (en milliers de tonnes)



Source : Service des Mines

¹ La série des encours de crédit présente une rupture à compter de l'arrêté du 31 mars 2007. En effet, les crédits accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission ont été complétés à cette date par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination des bénéficiaires installés en Nouvelle-Calédonie.

Actualité des Grands Projets

Le Congrès a voté le 18 mars 2009 la création d'un établissement public administratif dénommé «Fonds Nickel ». Cet outil se substitue au fonds de concours pour le soutien conjoncturel du secteur minier (FSCS) dont l'activité avait été arrêtée suite à une décision de la Cour d'Appel de Paris en février 2005. Le nouveau fonds reprend les activités du FSCS, à savoir le soutien des entreprises du secteur minier en cas de crise économique et la réhabilitation des zones dégradées par l'activité minière. En outre, il aidera les organismes spécialisés dans le développement durable.

Le nouveau président-directeur général de Posco, Yoon-Yang Chung est venu sur le territoire dans la deuxième quinzaine d'avril 2009 afin de rencontrer les élus de la Province Nord. En compagnie d'André Dang, il a fait un premier bilan de fonctionnement de l'usine de Gwangyang.

La construction du quai principal du port industriel de Vavouto a commencé début avril. Ce quai servira à l'acheminement de matériaux durant la phase de construction de l'usine du Nord et au chargement de minerai durant la phase de production. La fin des travaux est prévue pour mars 2010.

Compte tenu des stocks de nickel élevés et d'un cours mondial déprimé (moyenne de 4,72 \$/lb en février 2009), le directeur général de la SLN, Pierre Alla, a annoncé le 20 février un plan qui permettrait d'économiser environ 30 milliards de F CFP sur l'année 2009. Le plan comprend notamment le non renouvellement des départs en retraite et une réduction du nombre d'heures travaillées dans l'entreprise d'environ 10 %, réalisant ainsi une économie de 1,5 milliard. Les investissements pour l'année 2009 sont également revus à la baisse.

Suite à un incident technique, une fuite d'acide sulfurique s'est produite le 1er avril 2009 à l'usine de Vale Inco. Après cet incident, la Province Sud a pris la décision de suspendre la production d'acide de l'usine. Cette suspension a été levée par la nouvelle équipe dirigeante de la Province Sud qui a donné son autorisation le 29 mai pour la reprise de l'ensemble de l'activité sur le site.

■ Bâtiment et travaux publics

Au 1^{er} trimestre 2009, les ventes de ciment ont reculé de 0,5 % sur un an. Les ventes de ciment local progressent cependant de 6,4 %. En effet, suite au conflit social ayant touché la société Holcim une importation de 2 000 tonnes de ciment a été exceptionnellement autorisée au 1^{er} trimestre 2008. Malgré l'attente des acteurs, le secteur continue de bien résister à la fin du chantier de l'usine de Vale Inco, grâce aux différents chantiers en cours¹ et notamment celui de l'usine du Nord dont la part dans la consommation totale de ciment passe de 0,7 % en janvier à 2,5 % en avril.

Enfin, il convient de noter que la hausse du coût de la construction mesurée par l'indice BT 21, qui s'est apprécié de 5,7 % sur un an, est en net ralentissement par rapport au trimestre précédent.

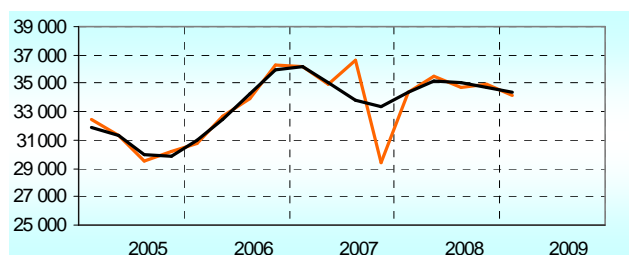
L'encours des crédits à la construction (principalement habitat social et promotion immobilière) continue de progresser à un rythme soutenu, +13,8 % sur un an, de même que l'encours bancaire des crédits au secteur du BTP qui a progressé de 22,8 %.

D'après les chefs d'entreprise du secteur, l'activité aurait été sensiblement orientée à la baisse au 1^{er} trimestre. Ils anticipent la poursuite du ralentissement de leur activité pour le 2^{ème} trimestre 2009 ainsi que la baisse de leurs prix de vente.

■ Hôtellerie - Tourisme

La fréquentation touristique du territoire, qui avait jusque là bien résisté à la dégradation du secteur au niveau international, fléchit au 1^{er} trimestre 2009. Le nombre de touristes ayant fréquenté le territoire est en recul de 11,3 % par rapport à la même période l'année précédente. A l'exception des touristes métropolitains, dont le nombre reste stable sur un an (+0,7 %), les fréquentations touristiques de l'ensemble des autres provenances sont en net recul sur la période. Les touristes japonais, australiens, néo-zélandais et d'origines diverses voient leur nombre diminuer respectivement de 18,4 %, 13,9 %, 55,4 % et 4,9 %. La progression du nombre de croisiéristes ralentit au 1^{er} trimestre 2009, mais reste néanmoins soutenue sur un an (+20,4 %) ; le nombre d'escales de navires passe de 32 à 37 soit une hausse de 15,6 %.

Ventes de ciment (en tonnes)
Données CVS — Tendence —



Source : Holcim (Nouvelle-Calédonie)

¹ Les travaux de terrassement de l'usine du Nord et le développement de la zone VKP, la rénovation et l'extension de l'aéroport de la Tontouta, la construction de logement sociaux...

L'activité dans l'hôtellerie diminue également avec un coefficient d'occupation des chambres qui s'établit à 57,7 % en baisse de 2 points par rapport à la même période l'année précédente. Le nombre de nuitées est également en diminution de près de 6 % sur la même période.

Le mois d'avril affiche de meilleurs résultats puisque le nombre de touristes augmente de 10,9 % par rapport au même mois de l'année précédente. Il s'agit d'ailleurs du meilleur mois d'avril depuis 2001. Cependant le contexte international, auquel s'ajoute l'épidémie H1N1, devrait peser sur l'activité du secteur dans les prochains mois.

■ Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

Les abattages de viande bovine ont progressé de 19 % sur un an, au 1^{er} trimestre 2009, tandis que leurs importations en volume enregistraient un recul de 22,5 %. Au total, la quantité de viande bovine disponible sur le marché local au 1^{er} trimestre 2009 a été en baisse de 2,5 % alors que les ventes de viandes bovines de l'OCEF (importations et production locale) étaient dans le même temps en hausse de près de 6 %. Les ventes de viande bovine locale ont progressé de 15 % tandis que celles de viande importée reculaient de 5 %. Les abattages et les importations de viande porcine ont diminué respectivement de 13,6 % et 33,1 % sur un an.

Au 1^{er} trimestre 2009, les exportations de crevettes progressent en volume et en valeur, respectivement de 20,6 % et de 5,2 % sur un an. Depuis le 1^{er} trimestre 2007 où les exportations s'étaient établies au niveau très bas¹ de 146 tonnes, les exportations sont successivement passées à 175 tonnes au 1^{er} trimestre 2008 et à 211 tonnes au 1^{er} trimestre de l'année en cours. La filière semble ainsi poursuivre son redressement amorcé en 2008, néanmoins le niveau exporté reste inférieur de 38 % à celui de 2006 (342 tonnes). Par ailleurs, dans le but de trouver des débouchés plus rémunérateurs et de promouvoir la crevette calédonienne en tant que produit de luxe, la SOPAC a lancé la marque Obsiblu. Cette crevette « haut de gamme », représentant environ 15 tonnes de la production locale annuelle, a été adoptée par plusieurs grands chefs parisiens.

Les encours bancaires des crédits au secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture » ont continué de progresser à un rythme soutenu : + 6,2 % sur un an, après + 7,4 % au trimestre précédent.

■ Commerce

L'activité du secteur aurait, d'après les chefs d'entreprises, nettement ralenti au 1^{er} trimestre 2009, et ceci pour la première fois depuis le 4^e trimestre 2005. Parallèlement, les effectifs se seraient stabilisés et la situation de la trésorerie se serait dégradée. Dans le même temps le prix de vente aurait été orienté à la baisse tandis que les délais de règlement de la clientèle se seraient rallongés. Les professionnels du secteur anticipent une stabilisation de l'activité au prochain trimestre ainsi que la poursuite du ralentissement de l'inflation.

■ Industries diverses

Les dirigeants d'entreprises du secteur de l'industrie indiquent que l'activité de ce secteur se serait retournée à la baisse et que la contraction des effectifs initiée au 4^{ème} trimestre se serait poursuivie et même accentuée, impactant favorablement les charges. Les prix de vente auraient baissé pour la première fois depuis le 2^e trimestre 2007 et les délais de règlements de la clientèle se seraient très sensiblement rallongés. Enfin, les stocks de matières premières et de produits finis auraient été supérieurs à la normale.

Les chefs d'entreprises du secteur anticipent la poursuite de la baisse de l'activité, des effectifs et des prix de vente au 2^e trimestre 2009.

■ Industries agro-alimentaires

Après un 4^e trimestre 2008 morose, l'activité serait repartie à la hausse au 1^{er} trimestre 2009 d'après les dirigeants d'entreprises du secteur. Les effectifs, qui étaient restés stables au trimestre précédent, sont en baisse sur le 1^{er} trimestre de l'année. Dans le même temps, la trésorerie continue de s'améliorer tandis que les prix de vente baissent pour la première fois depuis mars 2005. Enfin, les chefs d'entreprises du secteur estiment que les stocks de matières premières et de produits finis continuent d'être supérieurs à la normale.

Ils anticipent, pour le 2^e trimestre 2009, la poursuite de la hausse de l'activité, tandis que les effectifs seraient encore en baisse. Les prix de vente devraient repartir à la hausse au 2^e trimestre 2009.

■ Services aux entreprises

Selon les professionnels du secteur des services interrogés dans le cadre de cette enquête, l'activité aurait été en recul sur le 1^{er} trimestre 2009. Les effectifs auraient progressé légèrement tandis que les situations des charges et de la trésorerie se seraient sensiblement détériorées. Enfin, les prix de vente se seraient retournés à la baisse. Pour le 2^{ème} trimestre, les entrepreneurs de ce secteur prévoient la poursuite de la baisse de leur activité et de leurs effectifs. Les situations de leurs charges et de leur trésorerie se détérioreraient sensiblement et les prix de vente continueraient de baisser. Le niveau du carnet de commande s'améliorerait légèrement.

¹ Il faut remonter à 1997 pour trouver un 1^{er} trimestre avec un niveau d'exportation plus bas.

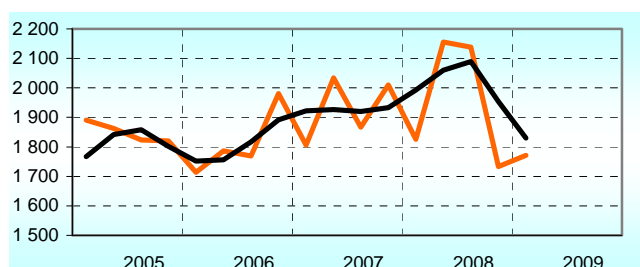
*Annexes
Statistiques*

-1 Les ménages

1-1 L'évolution de la consommation des ménages

Immatriculations de voitures particulières (en nombre)

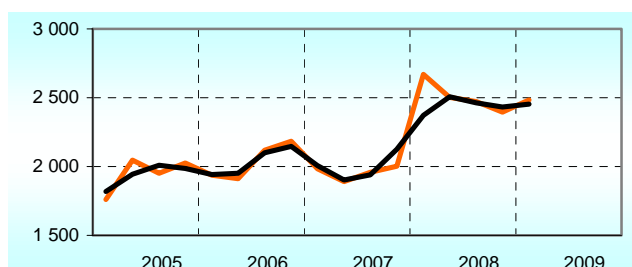
Données brutes — Tendence —



Source : Service des Mines

Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison (en millions de F CFP)

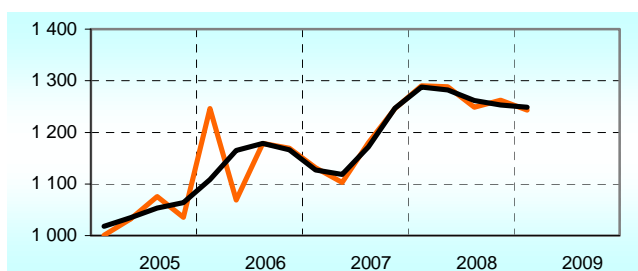
Données CVS — Tendence —



Sources : Service des Douanes, ISEE

Importations d'articles d'habillement et chaussures (en millions de F CFP)

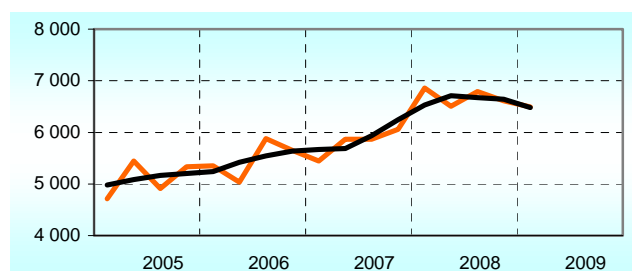
Données CVS — Tendence —



Sources : Service des Douanes, ISEE

Importations de produits alimentaires, boissons et tabac (en millions de F CFP)

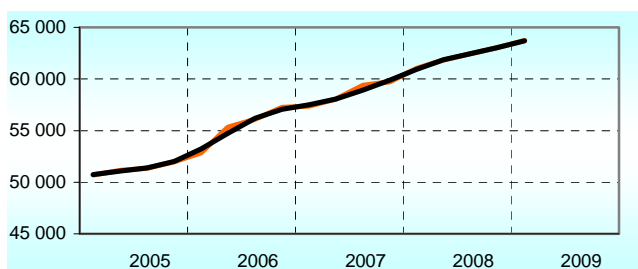
Données CVS — Tendence —



Sources : Service des Douanes, ISEE

Encours crédits à la consommation des ménages (en millions de F CFP)

Données CVS — Tendence —



Sources : Service des Douanes, IEOM

	4e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation	Cumul à la fin du 1er trim. 2008	Cumul 2009	Variation
CONSOMMATION DES MENAGES (en millions de F CFP)						
Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison	2 737	2 171	- 20,7%	2 328	2 171	- 6,7%
Immatriculations de voitures particulières (en nombre)	1 733	1 771	+ 2,2%	1 826	1 771	- 3,0%
Importations de voitures de tourisme	3 255	4 004	+ 23,0%	3 698	4 004	+ 8,3%
Importations d'articles d'habillement et chaussures	1 195	1 152	- 3,6%	1 196	1 152	- 3,7%
Importations de produits alimentaires, boissons et tabac	7 301	6 313	- 13,5%	6 642	6 313	- 4,9%
CONDITIONS DE FINANCEMENT (en millions de F CFP)						
	déc-2008	mars-2009	Variation	mars-2008	mars-2009	Variation
Encours bancaires des crédits à la consommation des ménages	63 391	63 416	+ 0,0%	60 761	63 416	+ 4,4%

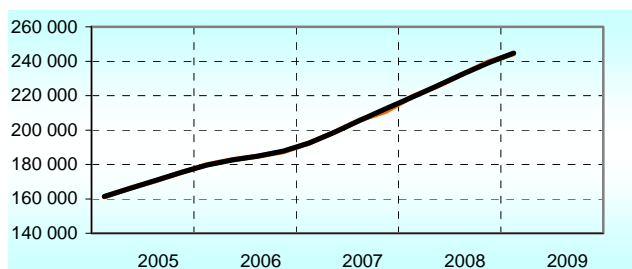
Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

1-2 L'investissement immobilier des ménages

Encours bancaires des crédits à l'habitat (Ménages)

(en millions de F CFP)

Données CVS — Tendence —



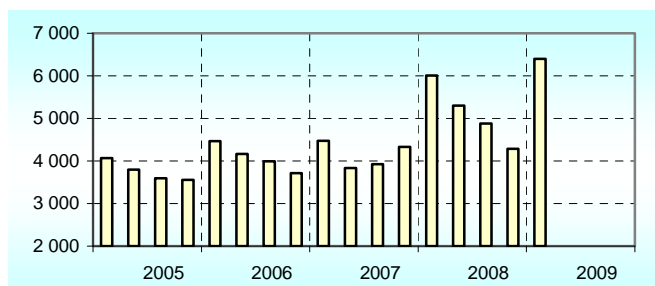
CONDITIONS DE FINANCEMENT	déc-2008	mars-2009	Variation	mars-2008	mars-2009	Variation
Encours des crédits à l'habitat des ménages (en millions de F CFP) (toutes zones d'émission confondues)	241 031	244 359	+ 1,4%	219 235	244 359	+ 11,5%

Sources : ISEE, IEOM

1-3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

Incidents de paiement sur chèques

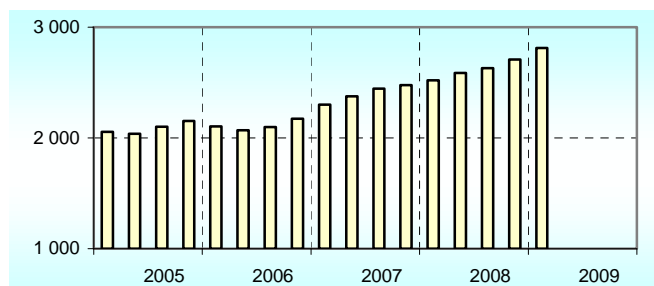
(en nombre)



Source : IEOM

Décisions de retraits de cartes bancaires

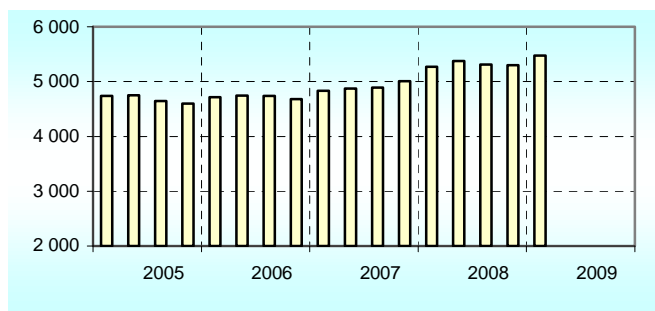
stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

Personnes physiques interdites bancaires

stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

	4e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation	Cumul à la fin du 1er trim. 2008	Cumul 2009	Variation
INDICATEURS DE VULNERABILITE						
Décisions de retrait de cartes bancaires (Cumul)	398	509	+ 27,9%	376	509	+ 35,4%
Incidents de paiement sur chèques (Cumul)	4 282	6 402	+ 49,5%	6 008	6 402	+ 6,6%
	déc-2008	mars-2009	Variation	mars-2008	mars-2009	Variation
Personnes physiques en interdiction bancaire (Stock)	5 299	5 476	+ 3,3%	5 268	5 476	+ 3,9%

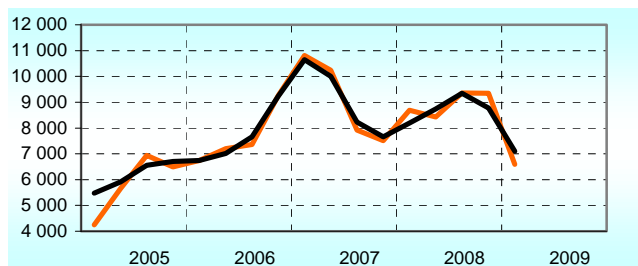
Source : IEOM

-2 Les entreprises par secteur

2.1 – L'investissement des entreprises

Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)

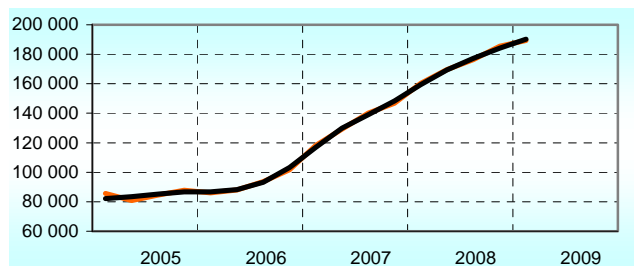
Données CVS — Tendence —



Sources : Service des douanes, ISEE

Encours bancaires des crédits d'investissement (toutes zones en millions de F CFP)

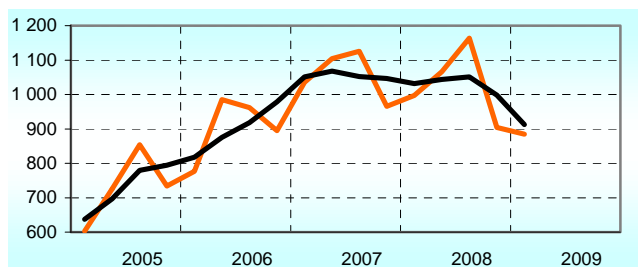
Données CVS — Tendence —



Source : IEOM

Immatriculations de véhicules utilitaires (en nombre)

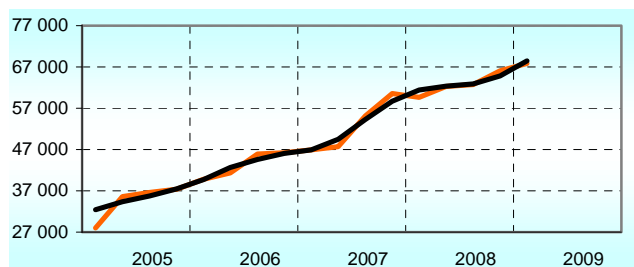
Données brutes — Tendence —



Source : Service des Mines

Crédits à la construction des entreprises (en millions de F CFP)

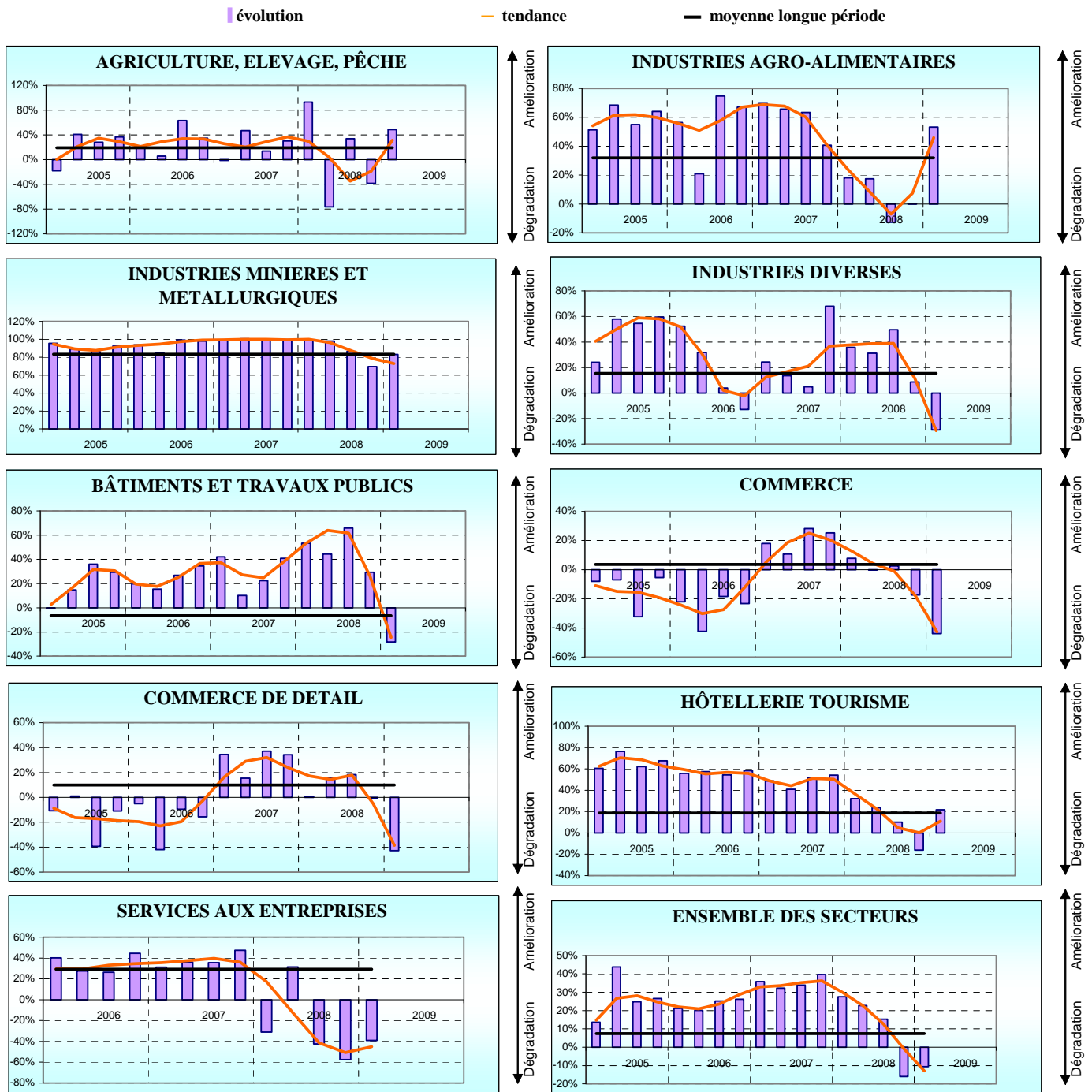
Données brutes — Tendence —



	4e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation	Cumul à la fin du 1er trim. 2008	Cumul 2009	Variation
INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES						
Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)	8 841	7 319	- 17,2%	9 564	7 319	- 23,5%
Importations de voitures utilitaires (en millions de F CFP)	2 063	2 846	+ 37,9%	3 308	2 846	- 14,0%
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs (en nombre)	904	885	- 2,1%	997	885	- 11,2%
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours des crédits d'investissement des entreprises (en millions de F CFP) (toutes zones d'émission confondues)	déc-2008	mars-2009	Variation	mars-2008	mars-2009	Variation
	179 922	196 762	+ 9,4%	166 245	196 762	+ 18,4%

Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

2.2 L'investissement des entreprises sur les douze prochains mois

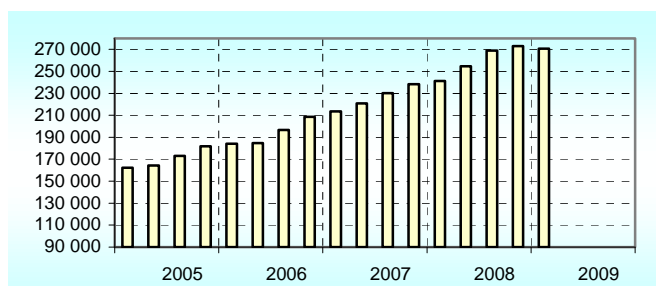


2.3 - Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises

Encours bancaire des crédits à l'ensemble des secteurs*

(en millions de F CFP)

Données brutes

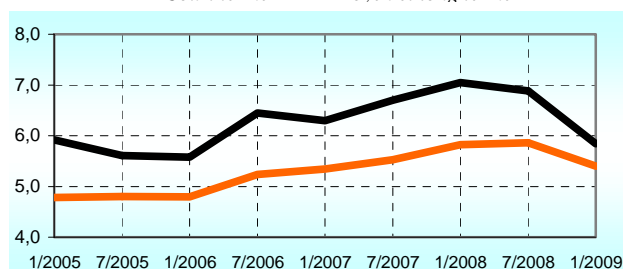


Source : IEOM

Coût du crédit aux entreprises

(Taux moyen pondéré, en %)

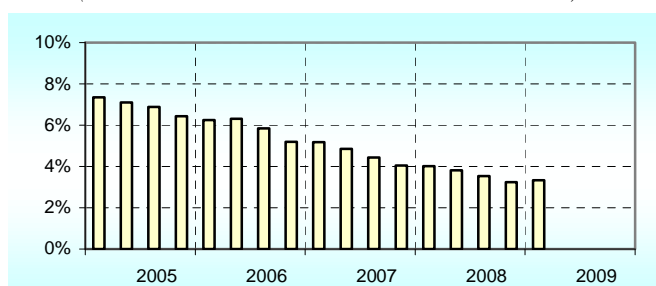
— Court terme — Moyen et long terme



Source : IEOM

Ensemble des secteurs

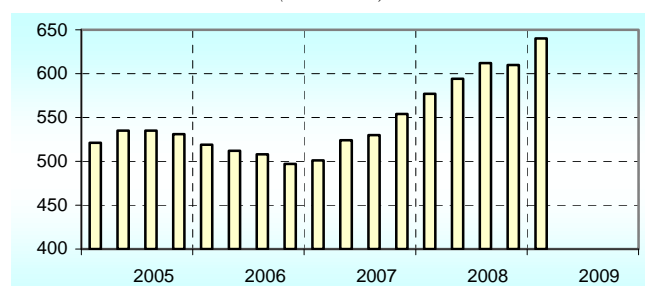
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

Personnes morales interdites bancaires

(en nombre)

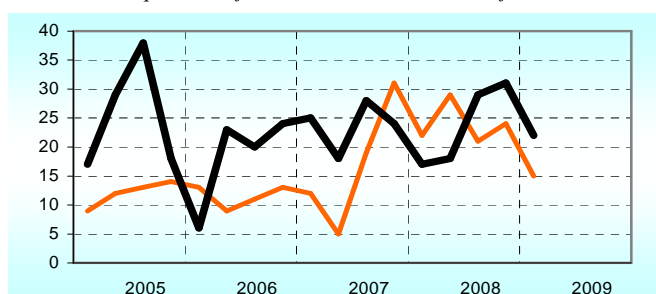


Source : IEOM

Redressements et liquidations judiciaires

(en nombre)

— Liquidations judiciaires — Redressements judiciaires

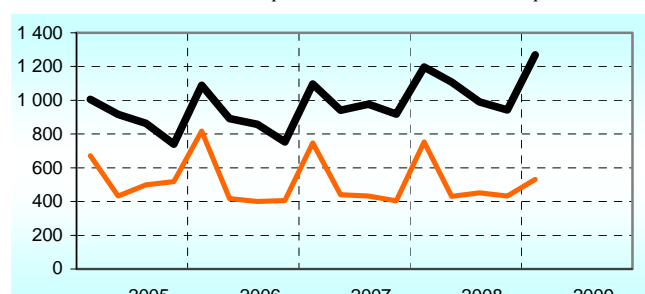


Source : Tribunal Mixte de Commerce

Créations et cessations d'entreprises

(en nombre)

— Créations d'entreprises — Cessations d'entreprises



* L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

	4e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation	Cumul à la fin du 1er trim. 2008	Cumul 2009	Variation
INDICATEURS DE VULNERABILITE						
Redressements judiciaires (en nombre)	24	15	- 37,5%	22	15	- 31,8%
Liquidations judiciaires (en nombre)	31	22	- 29,0%	17	22	+ 29,4%
Créations d'entreprise (en nombre)	942	1 269	+ 34,7%	1 197	1 269	+ 6,0%
Cessations d'entreprise (en nombre)	433	531	+ 22,6%	754	531	- 29,6%

Source : Tribunal Mixte de Commerce

	déc-2008	mars-2009	Variation	mars-2008	mars-2009	Variation
INDICATEURS DE VULNERABILITE						
Ratio créances douteuses brutes/total des crédits (en %)	3,24%	3,33%	+ 0,1 pts	4,01%	3,33%	- 0,7 pts
Personnes morales en interdiction bancaire (en fin de trimestre)	610	640	+ 4,9%	577	640	+ 10,9%

Source : IEOM

	déc-2008	mars-2009	Variation	mars-2008	mars-2009	Variation
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours des crédits tous secteurs confondus (en millions de F CFP)	273 143	270 736	- 0,9%	241 350	270 736	+ 12,2%

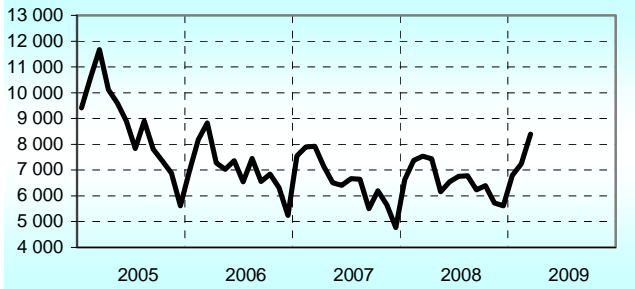
Source : IEOM

-3 Indicateurs macro-économiques

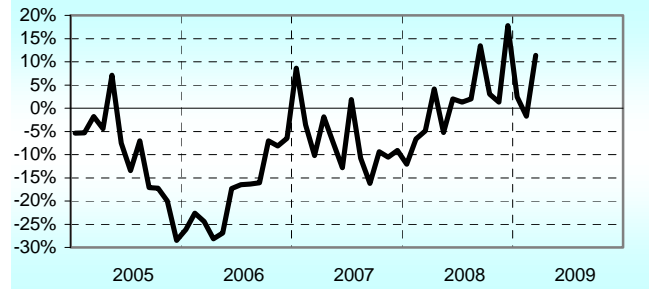
3.1 - Les indicateurs macro-économiques

Demands d'emploi en fin de mois (stock)

Demands enregistrées en fin de mois
Données brutes



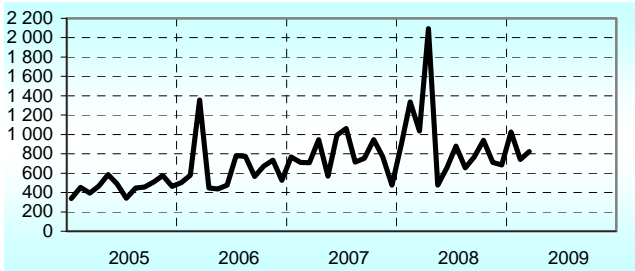
Variations demandes d'emploi mensuelles brutes (glissement annuel)



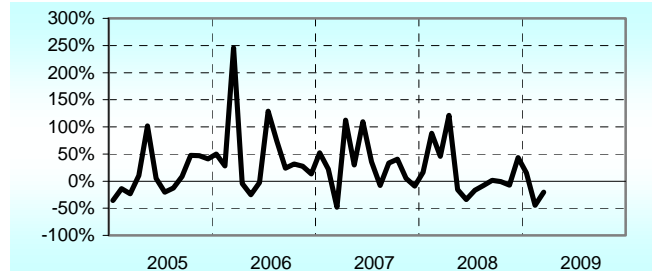
Source : IDCNC

Nouvelles offres d'emploi enregistrées (flux)

Nouvelles offres enregistrées
Données brutes



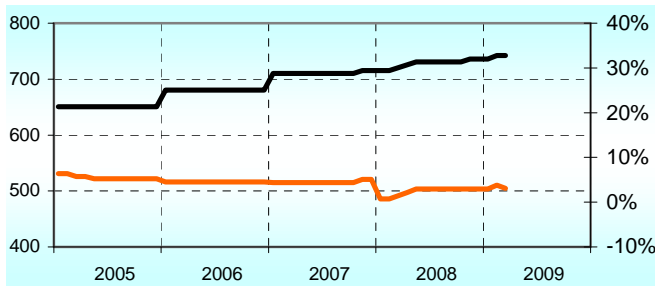
Variations offres d'emploi mensuelles (glissement annuel)



Source : IDCNC

Salaire minimum garanti horaire (en F CFP)

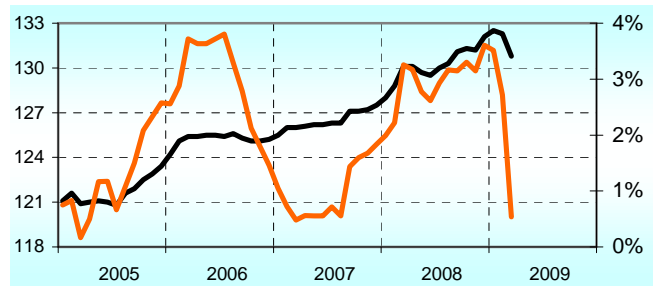
Données brutes — Glissement annuel (en %) —



Source : Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie

Indice des prix à la consommation

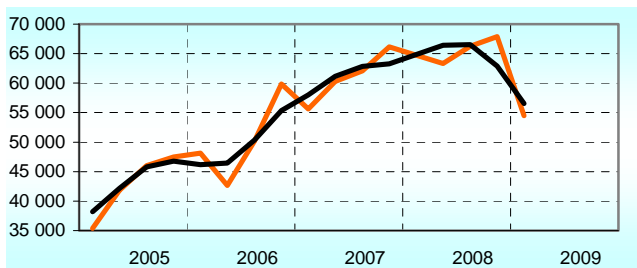
Données brutes (en indice) — Glissement annuel (en %) —



Source : ISEE

Importations (en millions de F CFP)

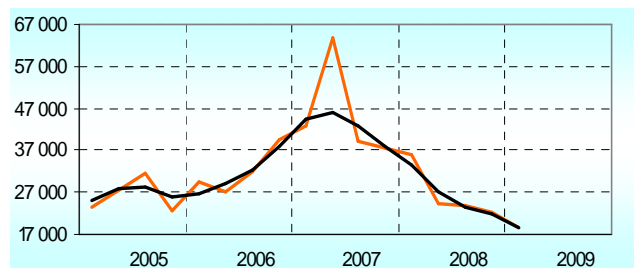
Données brutes — Tendance —



Sources : Service des Douanes-ISEE

Exportations (en millions de F CFP)

Données brutes — Tendance —

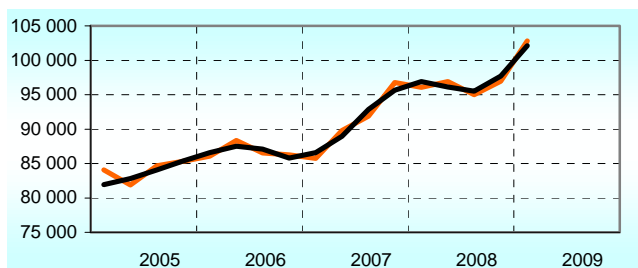


Sources : Service des Douanes-ISEE

Ventes d'électricité basse tension

(en milliers de kWh)

Données CVS — Tendances —

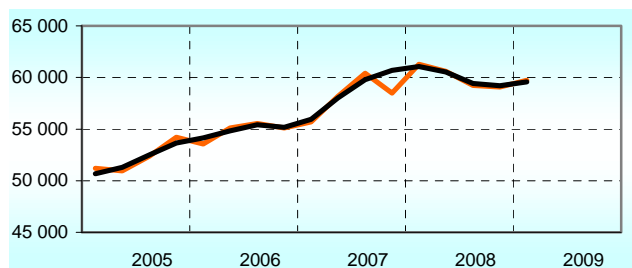


Sources : EEC - ENERCAL

Ventes d'électricité moyenne tension

(en milliers de kWh)

Données CVS — Tendances —



Sources : EEC - ENERCAL

	jan-2009	avril-2009	Variation (2) -(1) / (1)	Variation annuelle
PRIX (Source : ISEE)*				
Indice des prix à la consommation (basse 100 : décembre 1992)	132,50	130,60	- 1,4%	0,4%

* Les indices sont arrondis. Leurs variations et rythmes annuels le sont également, mais sont toutefois calculés sur les valeurs exactes (avant arrondis)

	févr-08	mars-08	mai-08	nov-08	févr-09
LE SALAIRE MINIMUM GARANTI (Source : JONC)					
Salaire horaire minimum garanti (en F CFP)	715,17	720,24	731,01	736,13	742,39

	4e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation	Cumul à la fin du 1er trim. 2008	Cumul 2009	Variation
L'EMPLOI (Source : IDCNC)						
Statistiques de stock (en fin de mois)						
Demandes d'emploi (dernier mois du trimestre)	5 614	8 395	49,5%	7 537	8 395	11,4%
Demandes d'emploi (moyenne du trimestre)	5 910	7 477	26,5%	7 182	7 477	4,1%
Statistiques de flux (au cours du mois)						
Demandes d'emploi nouvelles enregistrées	7 962	11 931	49,8%	11 852	11 931	0,7%
Offres d'emplois nouvelles enregistrées	2 335	2 590	10,9%	3 264	2 590	-20,6%
Chômage (Source : CAFAT)						
Chômeurs indemnisés	1 391	1 837	32,1%	1 447	1 837	27,0%

	4e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation	Cumul à la fin du 1er trim. 2008	Cumul 2009	Variation
COMMERCE EXTERIEUR (Sources : Sce des Douanes - ISEE)						
Importations						
En valeur (en millions de F CFP)	67 898	54 475	-19,8%	64 726	54 475	-15,8%
En volume (en tonnes)	467 700	356 500	-23,8%	453 800	356 500	-21,4%
Exportations (p)						
En valeur (en millions de F CFP)	22 303	18 500	-17,1%	36 097	18 500	-48,7%
En volume (en tonnes)	1 162 830	512 562	-55,9%	778 623	512 562	-34,2%
Taux de couverture des importations par les exportations en valeur	32,8%	34,0%	+ 1,1 pts	55,8%	34,0%	- 21,8 pts

	4e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation	Cumul à la fin du 1er trim. 2008	Cumul 2009	Variation
ENERGIE (Sources : ENERCAL - EEC)						
Electricité produite (en millions de kWh)	520	610	17,4%	604	610	1,0%
D'origine thermique	394	468	18,6%	420	468	11,3%
D'origine hydraulique	118	132	12,4%	174	132	-24,0%
D'origine éolienne	8	10	30,6%	9	10	7,7%
Electricité consommée (en millions de kWh)	508	522	2,8%	501	522	4,3%
Distribution S.L.N.	339	304	-10,3%	323	304	-5,8%
Distribution E.E.C.	129	172	33,2%	140	172	22,3%
Distribution ENERCAL	40	47	15,2%	38	47	23,1%
Ventes d'électricité (en millions de kWh)	154	176	14,9%	171	176	3,1%
Basse tension	93	110	18,1%	103	110	6,8%
Moyenne tension	60	66	10,0%	68	66	-2,6%

(p) Données provisoires pour l'année 2007

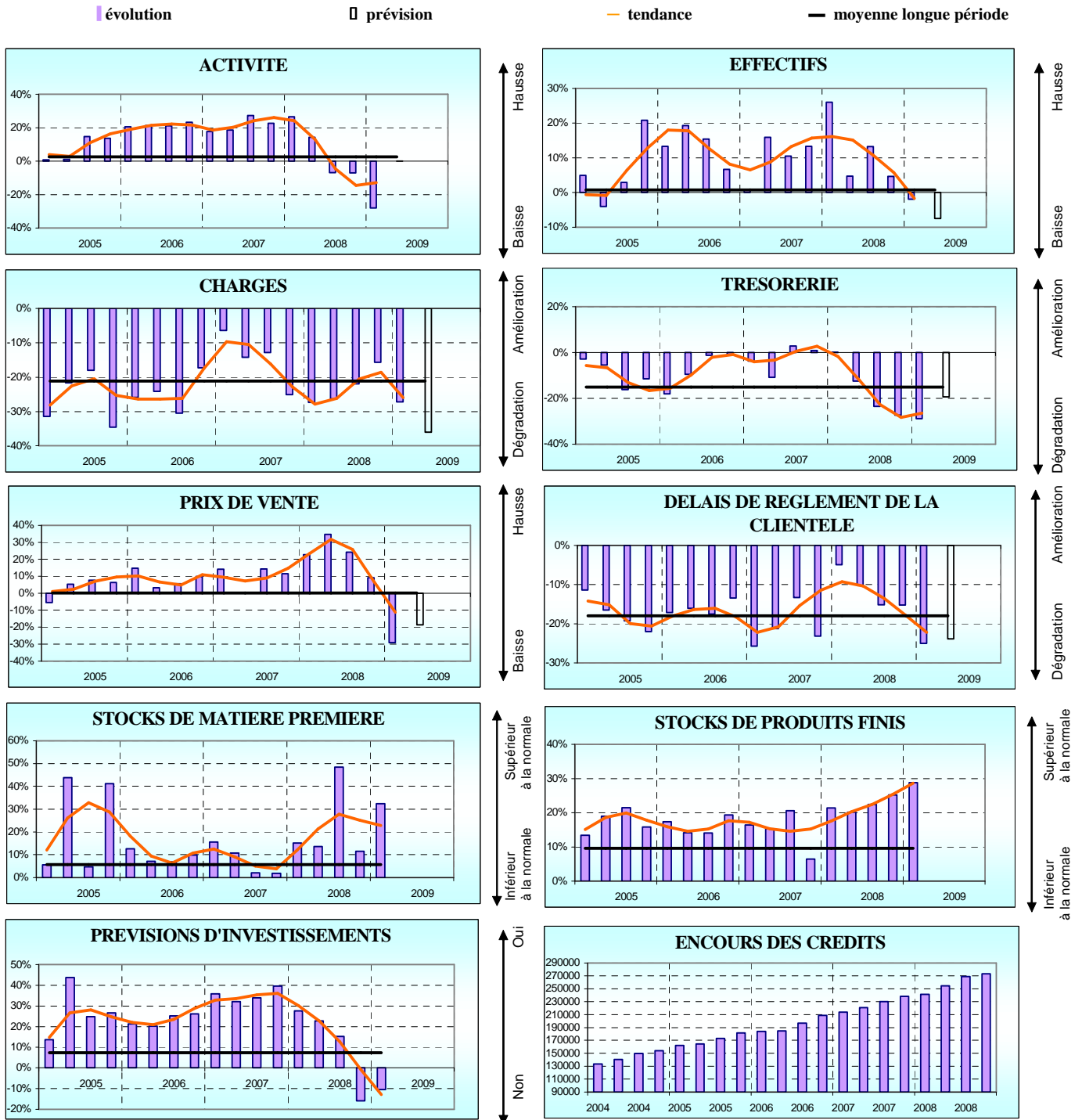
nd : non disponible

ns : non significatif

- 4 Les secteurs d'activité

4.1 Vue d'ensemble

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise au 31 mars 2009 (hors mines et métallurgie)



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 193 entreprises pour 152 réponses.

4-2 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

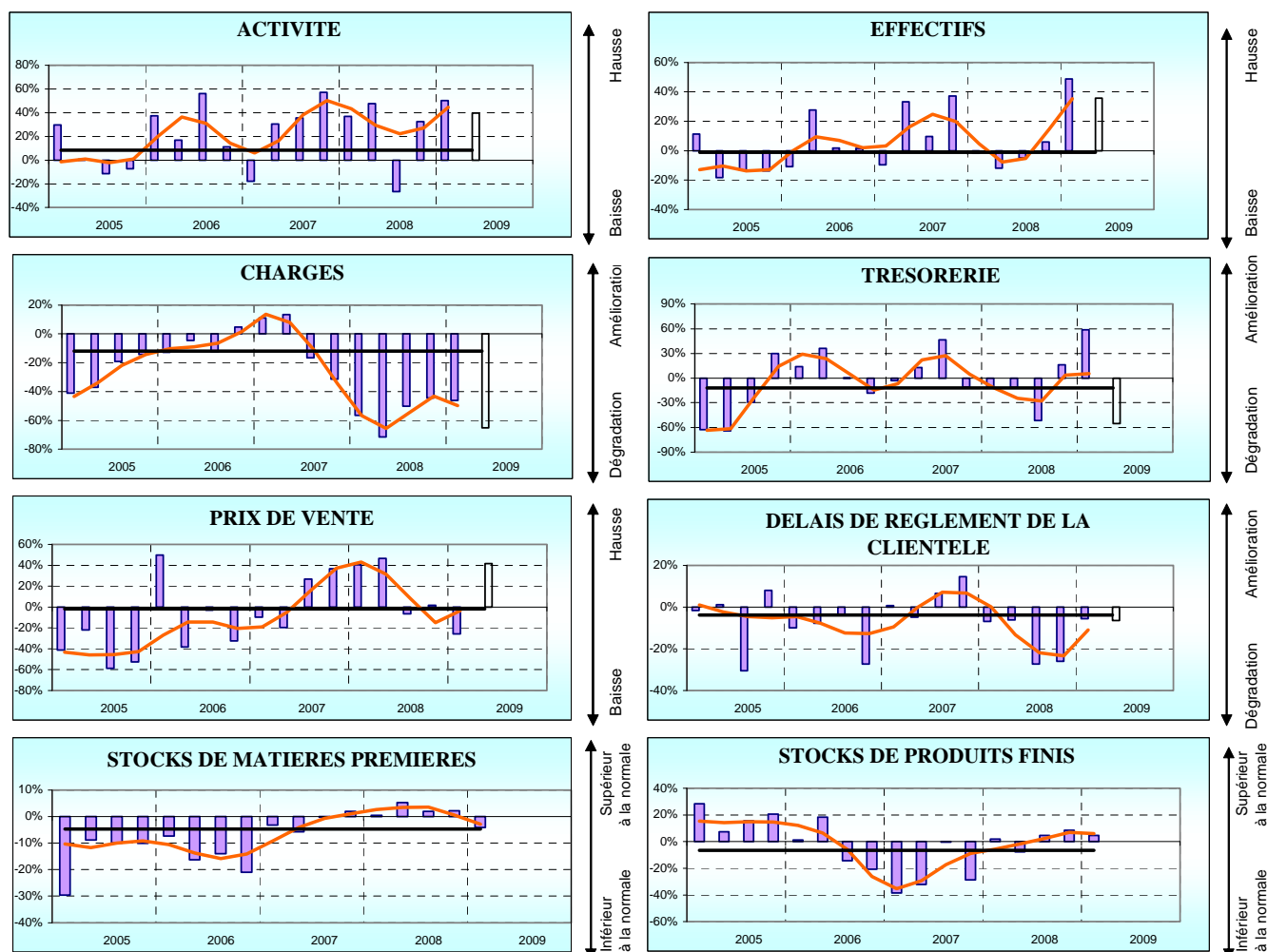
Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture » au 31 mars 2009

■ évolution

□ prévision

— tendance

— moyenne longue période



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

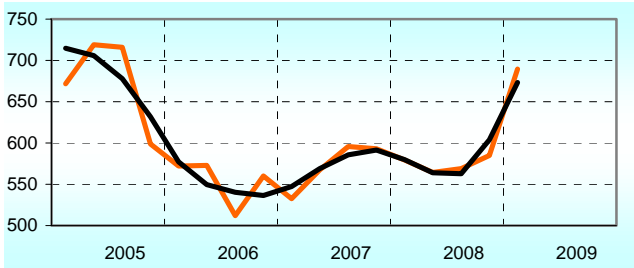
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 15 entreprises du secteur « agriculture, élevage, pêche et aquaculture » pour 12 réponses.

	4e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation	Cumul à la fin du 1er trim. 2008	Cumul 2009	Variation
ELEVAGE (Sources : ISEE - OCEF)						
Abattages contrôlés (en tonnes)						
Viande bovine	603	517	- 14,2%	435	517	+ 19,0%
Viande porcine	349	269	- 22,8%	312	269	- 13,6%
Importations de viandes						
Viande bovine						
. en tonnes	387	362	- 6,5%	467	362	- 22,5%
. en millions de F CFP	193	164	- 15,0%	245	164	- 33,1%
Viande porcine						
. en tonnes	54	45	- 16,7%	118	45	- 61,9%
. en millions de F CFP	12	9	- 25,0%	28	9	- 67,9%
AQUACULTURE (Source : ISEE)						
Exportations de crevettes (en tonnes)	94	211	+ 124,5%	175	211	+ 20,6%
Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	115	228	+ 98,6%	217	228	+ 5,2%
PECHE (Source : Service des Douanes-ISEE)						
Exportations de thons, crevettes et holothuries						
. en tonnes	292	337	+ 15,3%	309	337	+ 9,1%
. en millions de F CFP	312	360	+ 15,4%	351	360	+ 2,6%
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
	déc-2008	mars-2009	Variation	mars-2008	mars-2009	Variation
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	9 599	9 800	+ 2,1%	9 224	9 800	+ 6,2%

Sources : ISEE, IEOM

Abattages de viande bovine (en tonnes)

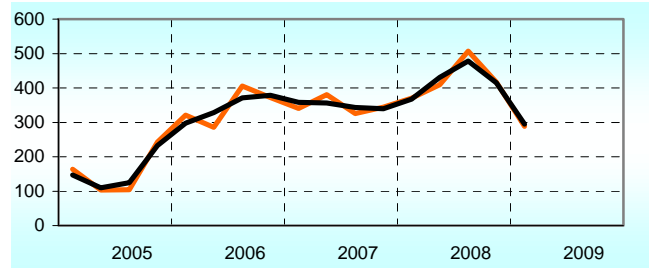
Données CVS — Tendence —



Source : OCEF

Importations de viande bovine (en tonnes)

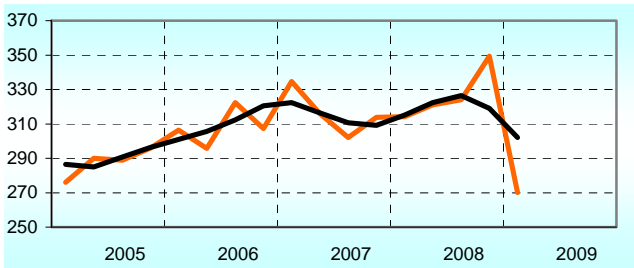
Données CVS — Tendence —



Sources : Service des Douanes-ISEE

Abattages de viande porcine (en tonnes)

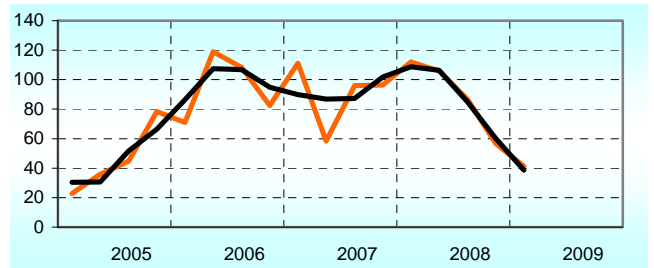
Données CVS — Tendence —



Source : OCEF

Importations de viande porcine (en tonnes)

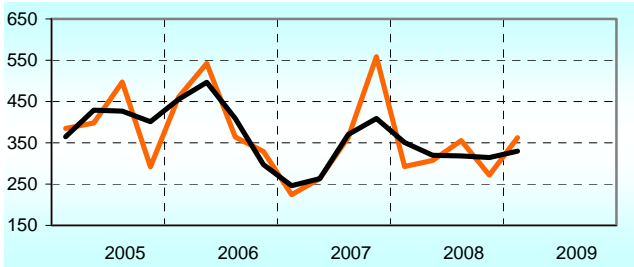
Données CVS — Tendence —



Sources : Service des Douanes-ISEE

Exportations de crevettes (en tonnes)

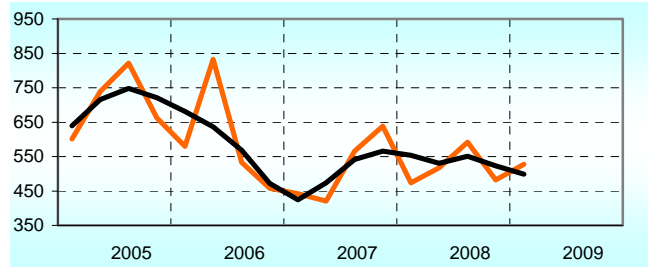
Données CVS — Tendence —



Source : ISEE

Exportations de thons, crevettes et holothuries (en tonnes)

Données CVS — Tendence —

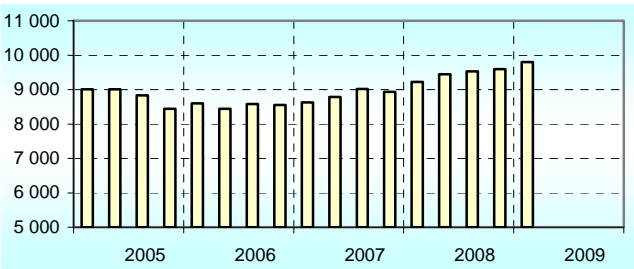


Source : Service des Douanes-ISEE

Secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture »

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

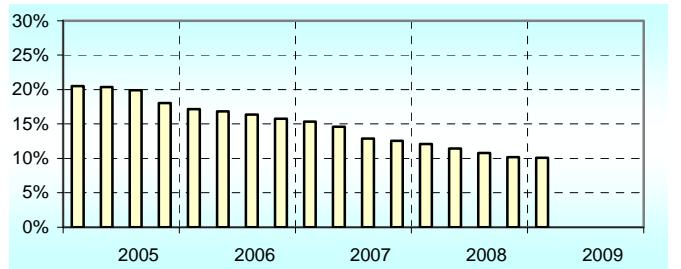
Données Brutes



Source : IEOM

Secteur « Agriculture, pêche, élevage et aquaculture »

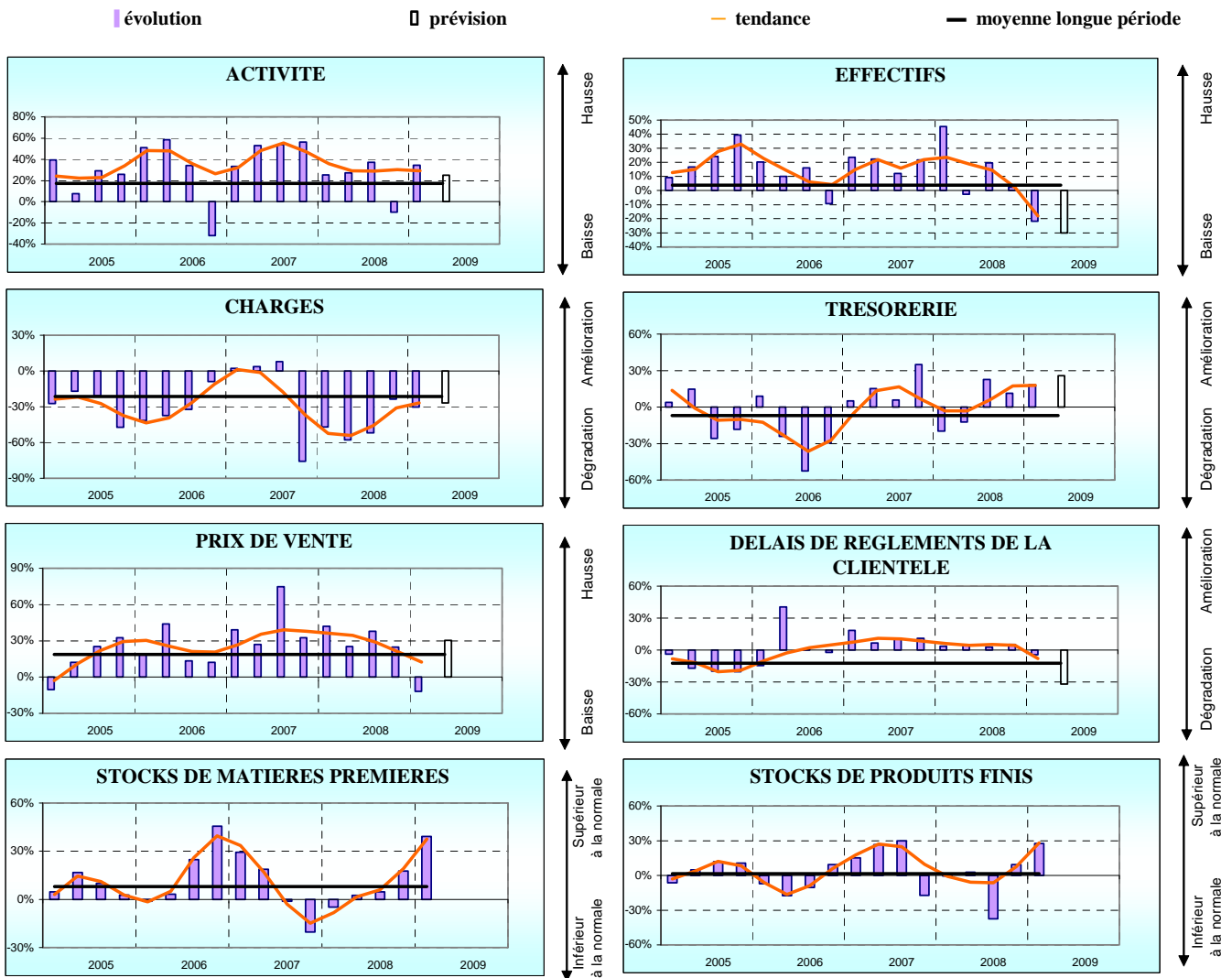
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

4-3 Industries agro-alimentaires

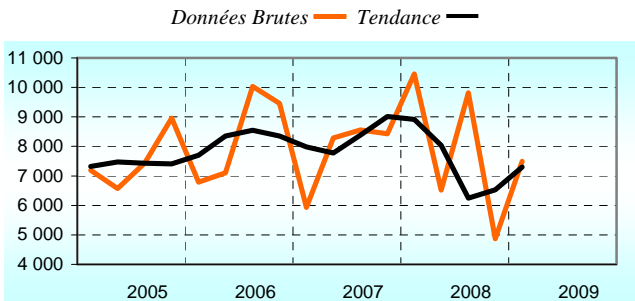
Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des industries « Agro-alimentaires » au 31 mars 2009



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

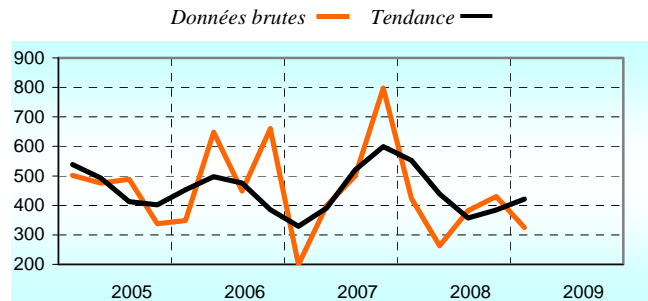
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 13 entreprises du secteur agro-alimentaire pour 9 réponses.

Importations de céréales (en tonnes) (y compris pour l'alimentation animale)



Sources : Services des Douanes, ISEE

Importations de lait en poudre (en tonnes)



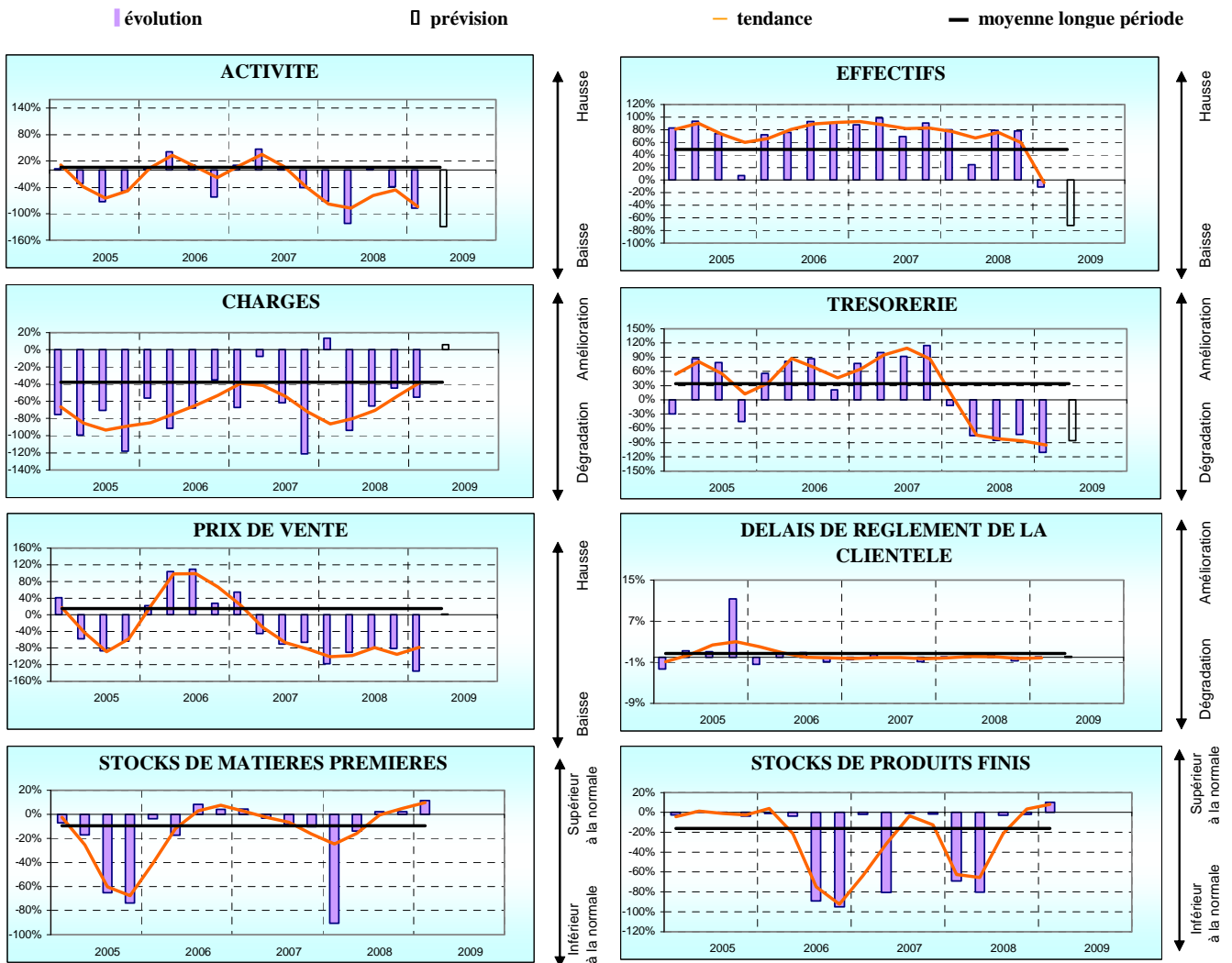
Sources : Services des Douanes, ISEE

	4e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation	Cumul à la fin du 1er trim. 2008	Cumul 2009	Variation
INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES						
Céréales (en tonnes)	4 869	7 496	+ 53,9%	10 460	7 496	- 28,3%
Lait en poudre (en tonnes)	430	325	- 24,5%	424	325	- 23,4%

Sources : Service des Douanes, ISEE

4-4 Industries minières et métallurgiques

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise des « Mines et de la métallurgie » au 31 mars 2009

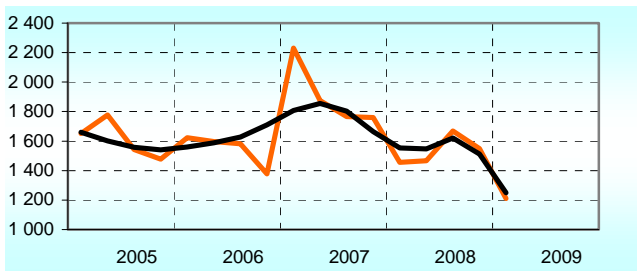


Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 9 entreprises des « mines et de la métallurgie » pour 8 réponses.

Production de produits miniers (en milliers de tonnes)

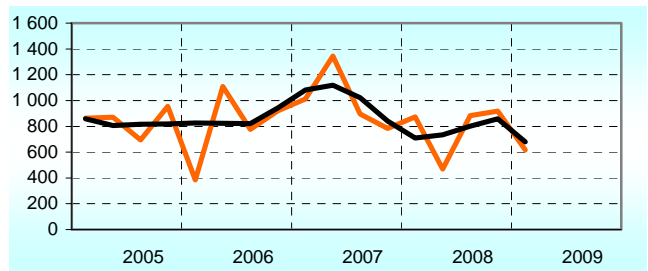
Données CVS — Tendence —



Source : Service des Mines

Exportations de produits miniers (en milliers de tonnes)

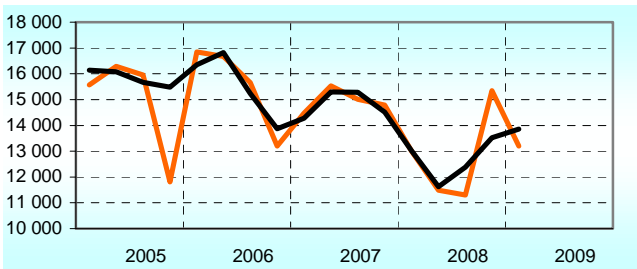
Données CVS — Tendence —



Source : Service des Mines

Production de produits métallurgiques (en tonnes de métal contenu)

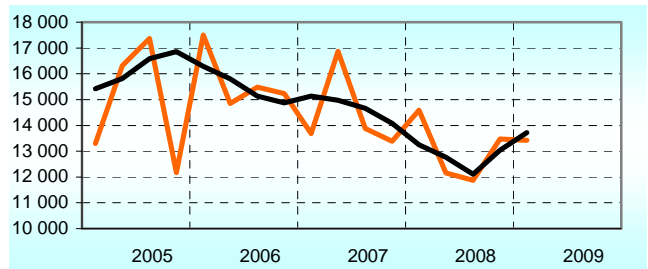
Données CVS — Tendence —



Source : Service des Mines

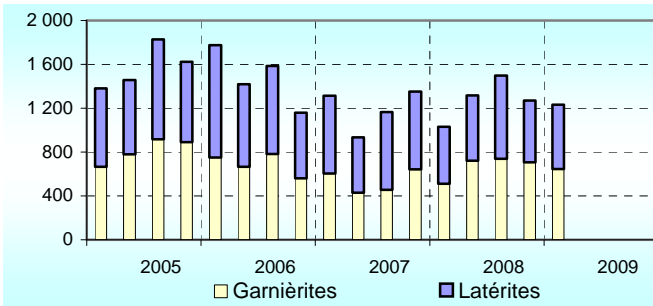
Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de métal contenu)

Données CVS — Tendence —



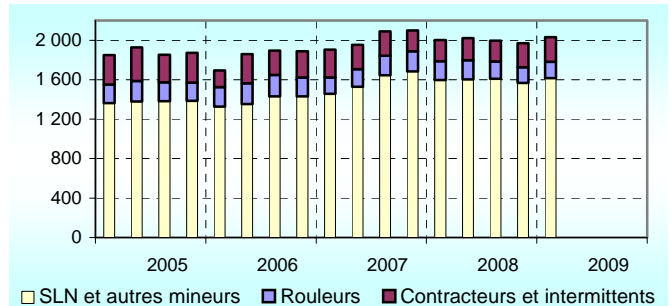
Source : Service des Mines

Stock de minerai en bord de mer
(en milliers de tonnes humides, fin de trimestre)



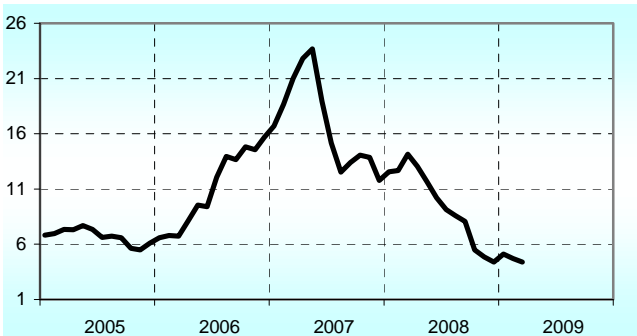
Source : Service des Mines

Emploi sur mines
(en nombre)



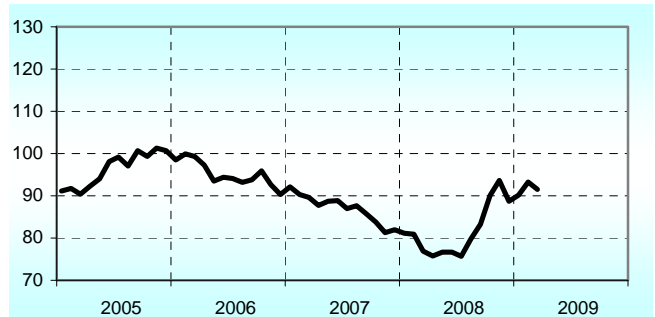
Source : Service des Mines

Prix du nickel au LME en moyenne mensuelle
(En USD la livre)



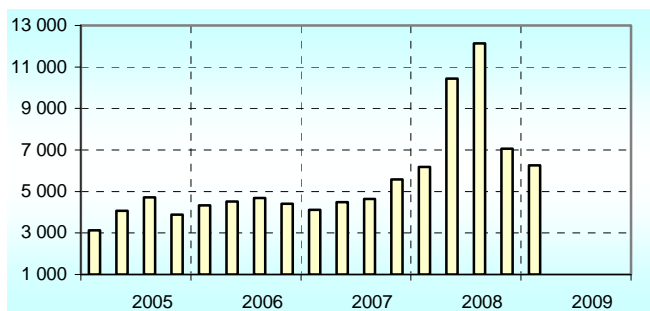
Source : LME

Cours du dollar US / F CFP
(moyenne mensuelle)



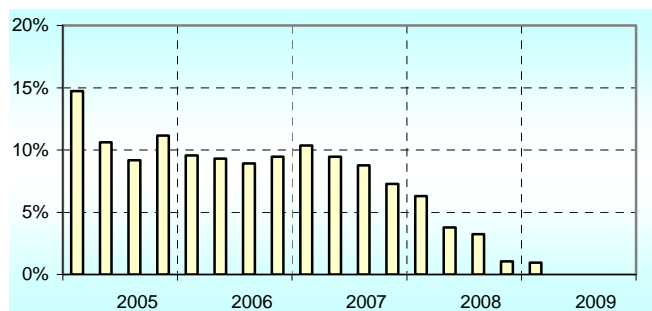
Source : LME

Secteur « Mines et métallurgie »
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)
Données Brutes



Source : IEOM

Secteur « Mines et métallurgie »
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

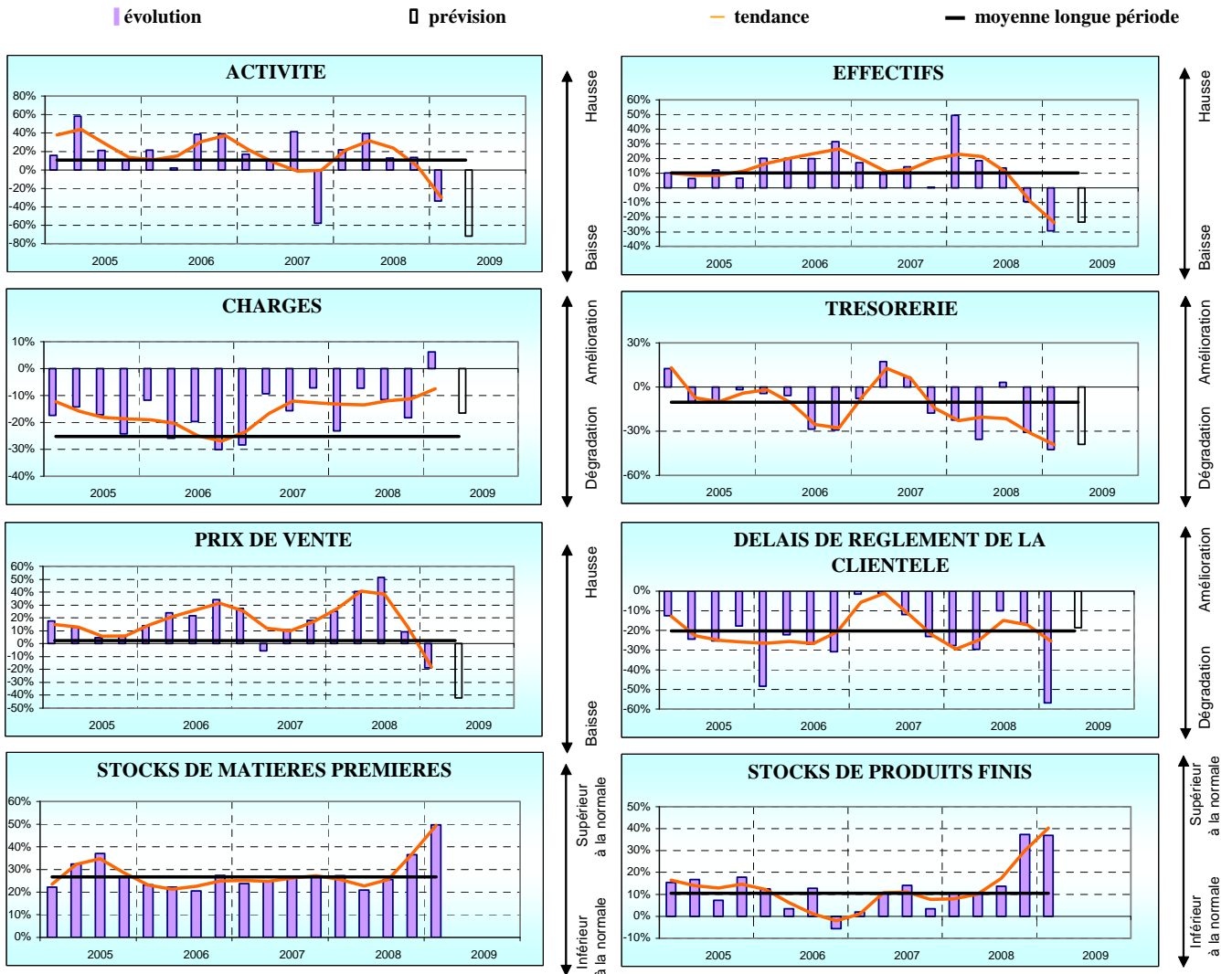
	4e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation	Moyenne à la fin du 1er trim. 2008	Moyenne 2009	Variation
Prix du minerai de nickel (Source : LME)						
London Metal Exchange						
Cours moyen en USD la livre au comptant (*)	4,91	4,75	- 3,4%	13,13	4,75	-63,8%
Cours du nickel au LME en F CFP/livre (*)	446,24	434,80	- 2,6%	1043,89	434,80	-58,3%
	4e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation	Cumul à la fin du 1er trim. 2008	Cumul 2009	Variation
MINERAI DE NICKEL (Source : Service des Mines)						
Production : en milliers de tonnes humides (1)	1 656	991	- 40,2%	1 201	991	- 17,5%
Saprolites	1 204	839	- 30,3%	972	839	- 13,7%
Latérites	452	152	- 66,4%	229	152	- 33,5%
Exportations : en milliers de tonnes humides (2)	1 107	512	- 53,7%	719	512	- 28,8%
Saprolites	431	352	- 18,3%	291	352	+ 20,7%
Latérites	676	160	- 76,3%	427	160	- 62,5%
Part de la production exportée (2)/(1)	66,8%	51,7%	- 15,2 pts	59,8%	51,7%	- 8,3 pts
METALLURGIE (Source : Service des Mines)						
Production (en tonnes de nickel contenu)	14 976	13 258	- 11,5%	13 055	13 258	+ 1,6%
Mattes	3 173	3 533	+ 11,3%	4 177	3 533	- 15,4%
Ferronickels	11 803	9 725	- 17,6%	8 877	9 725	+ 9,6%
Exportation (en tonnes de nickel contenu)	13 990	14 074	+ 0,6%	15 221	14 074	- 7,5%
Mattes	2 779	4 182	+ 50,5%	4 654	4 182	- 10,1%
Ferronickels	11 210	9 893	- 11,7%	10 567	9 893	- 6,4%
Valeur FAB des exportations (en millions de F CFP)	16 800	15 610	- 7,1%	29 986	15 610	- 47,9%
Mattes	2 830	4 214	+ 48,9%	7 465	4 214	- 43,5%
Ferronickels	13 969	11 396	- 18,4%	22 521	11 396	- 49,4%
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours des crédits du secteur (en millions de F CFP)	7 063	6 261	- 11,4%	6 187	6 261	+ 1,2%

Sources : Service des Mines, ISEE, IEOM

(*) moyenne arithmétique du cours moyen mensuel

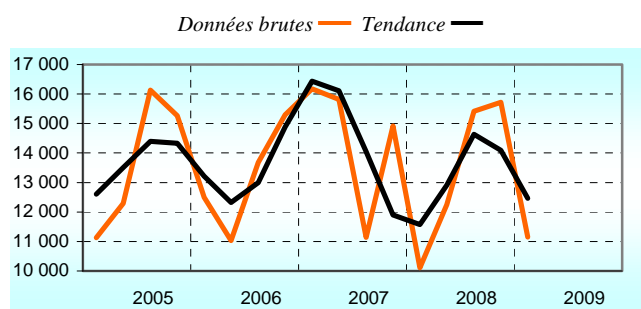
4-5 Industries diverses

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise des « Industries diverses » au 31 mars 2009

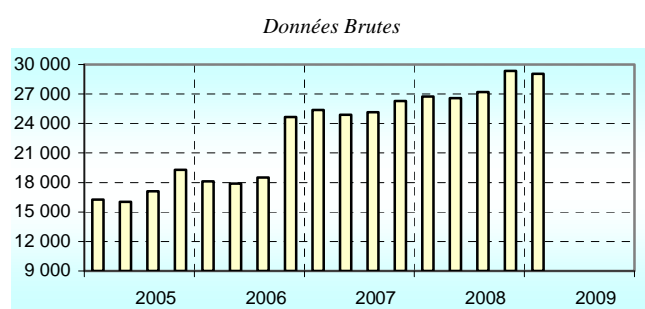
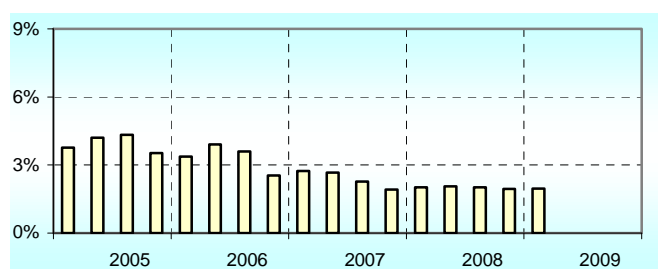


Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 39 entreprises du secteur industriel (hors industrie minière et métallurgique) pour 34 réponses.

Importations de métaux (en tonnes)

Sources : Service des douanes, ISEE

Secteur « Industries diverses » (hors mines et métallurgie)
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)***Secteur « Industries diverses »** (Hors mines)
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)

Source : IEOM

Source : IEOM

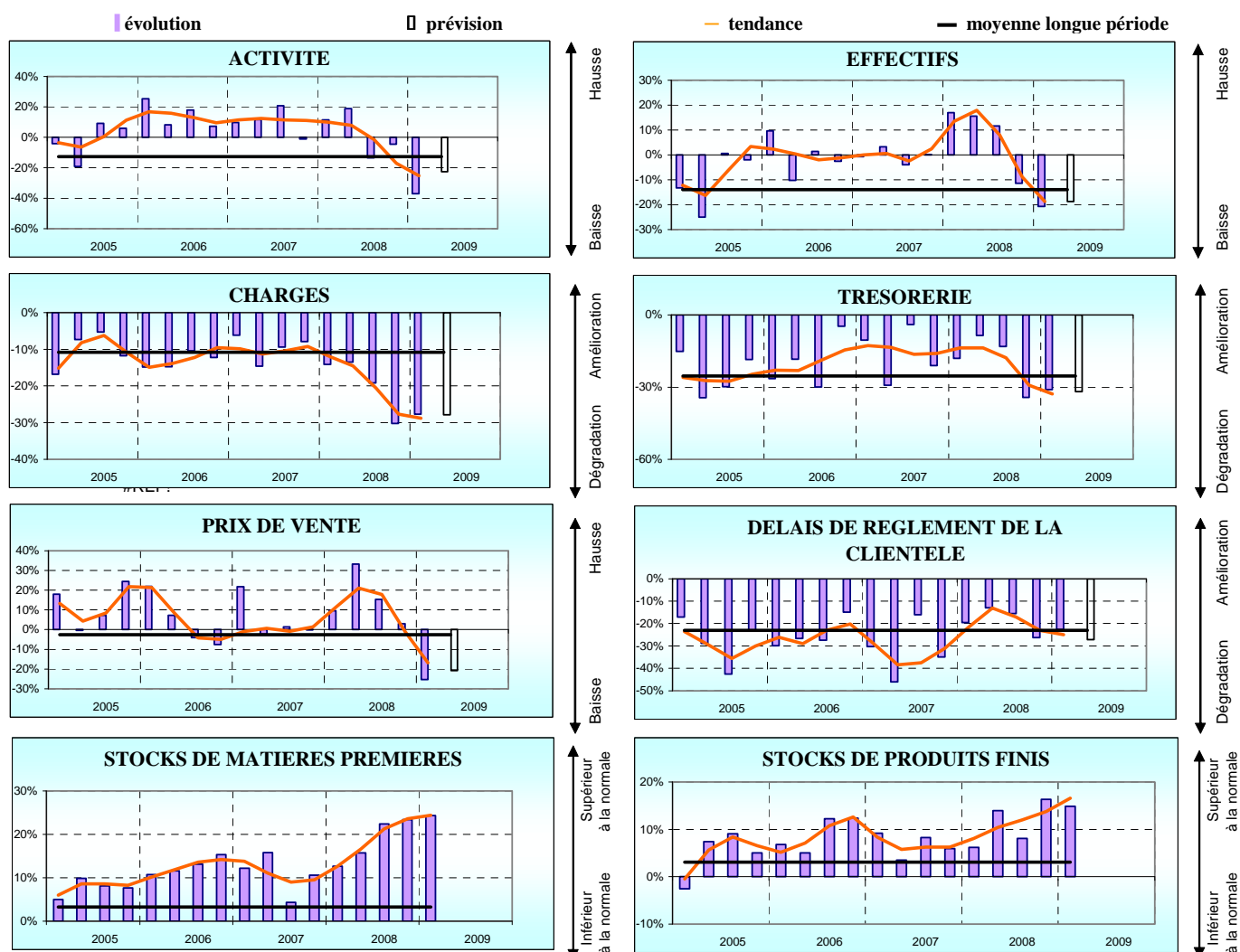
	4e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation	Cumul à la fin du 1er trim. 2008	Cumul 2009	Variation
INDUSTRIES DIVERSES						
Importations de métaux (en millions de F CFP)	3 116	2 248	- 27,9%	2 322	2 248	- 3,2%
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	déc-2008 29 334	mars-2009 29 064	- 0,9%	mars-2008 26 738	mars-2009 29 064	+ 8,7%

Sources : Service des Douanes, IEOM

*L'IEOM a augmenté le périmètre de son échantillon d'entreprises dans sa base de centralisation des risques depuis le second semestre 2004. De ce fait, les données sont difficilement comparables avec les périodes antérieures.

4-6 Bâtiment et travaux publics

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Bâtiment et Travaux publics » au 31 mars 2009



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

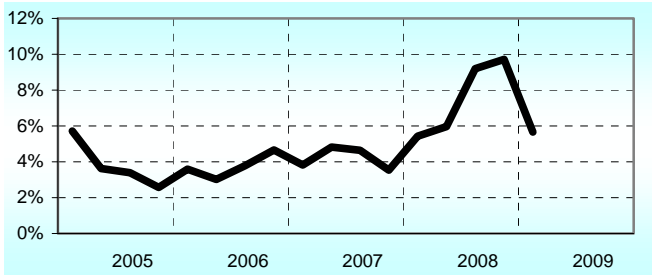
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 36 entreprises du secteur du BTP pour 29 réponses.

	4e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation	Cumul à la fin du 1er trim. 2008	Cumul 2009	Variation
MATERIAUX DESTINES AU BTP (Sources : ISEE, Service des Douanes)						
Ventes de ciment (en tonnes)	35 214	32 923	- 6,5%	33 075	32 923	- 0,5%
Importations maritimes de matériaux de construction (en tonnes) :						
. Ciment	78	79	1,7%	2 200	79	-96,4%
. Clinker	31 500	17 000	-46,0%	11 680	17 000	45,6%
EMPLOI (Source : Agence pour l'emploi)						
Effectifs du BTP (stock en fin de période)	8 558	7 992	- 6,6%	7 620	7 992	+ 4,9%
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	20 167	21 048	+ 4,4%	17 141	21 048	+ 22,8%
Encours global des crédits à la construction (en millions de F CFP)	66 089	67 831	+ 2,6%	59 626	67 831	+ 13,8%

Sources : ISEE, IEOM

Index B.T. 21

— Glissement annuel (en %)

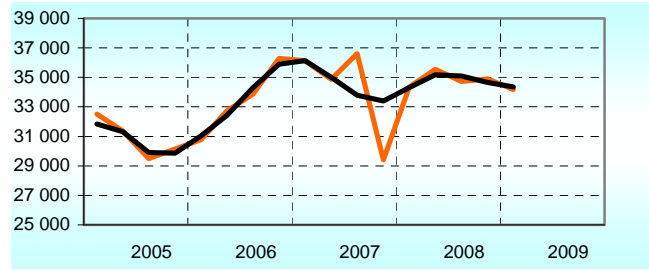


Source : ISEE

Ventes de ciment

(en tonnes)

Données CVS — Tendance —

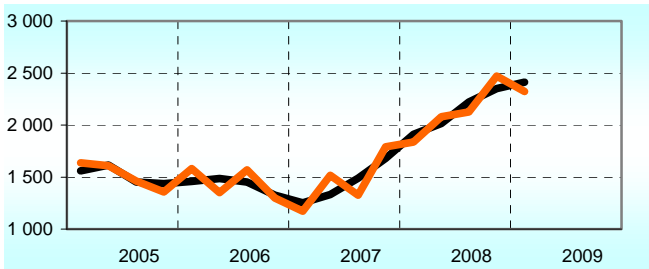


Source : Holcim (Nouvelle-Calédonie)

Importation de plâtre et matériaux en plâtre

(en tonnes)

Données CVS — Tendance —

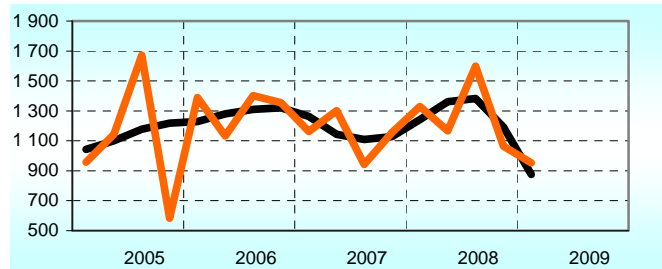


Source : ISEE, Douanes

Importation de tôle pour couverture

(en tonnes)

Données CVS — Tendance —

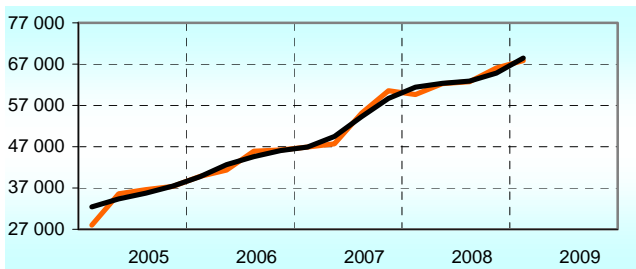


Source : ISEE, Douanes

Encours bancaires des crédits à la construction des entreprises

(toutes zones en millions de F CFP)

Données CVS — Tendance —



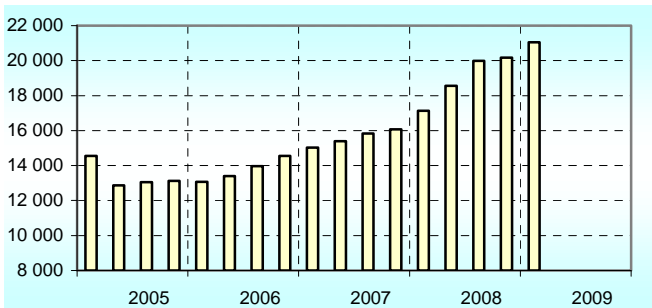
Source : IEOM

Source : IEOM

Secteur « Bâtiment et travaux publics »

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

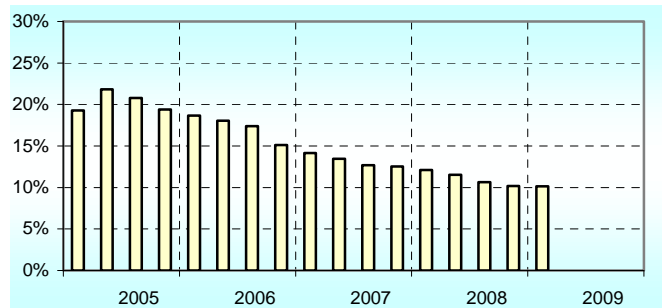
Données Brutes



Source : IEOM

Secteur « Bâtiment et travaux publics »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)

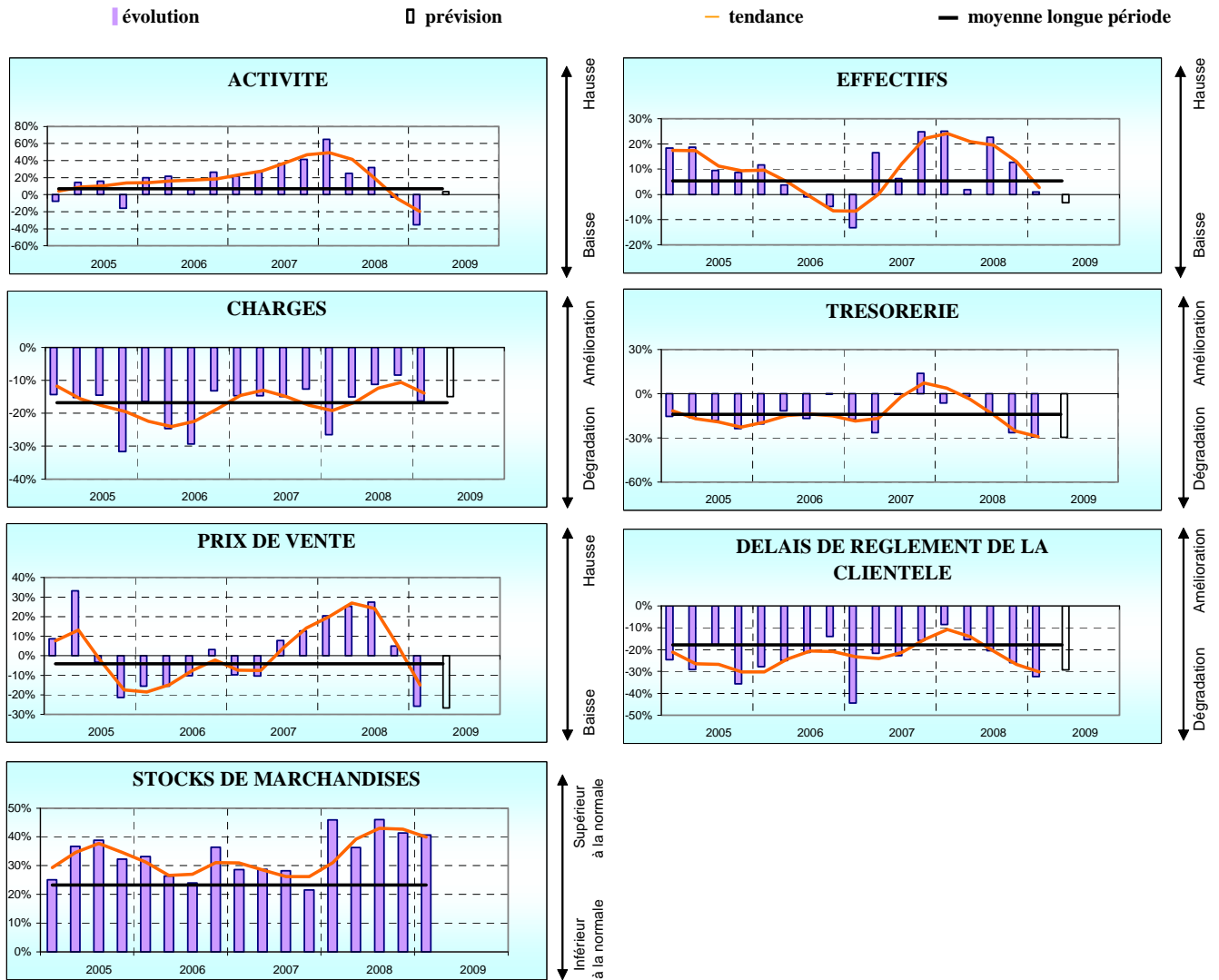


Source : IEOM

En 2007, les données concernant les « construction » sont incomplètes

4-7 Commerce

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du « Commerce » au 31 mars 2009



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 52 entreprises du secteur du commerce (y compris les concessionnaires automobiles) pour 39 réponses.

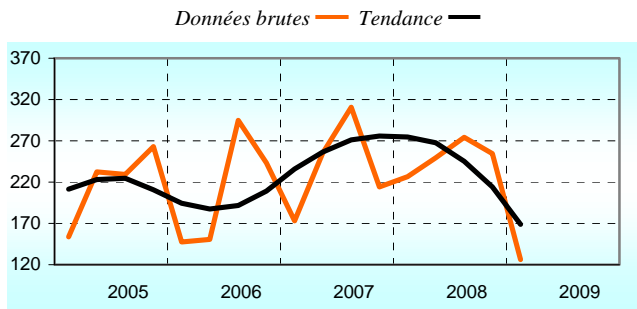
Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du « Commerce de détail » au 31 mars 2009



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

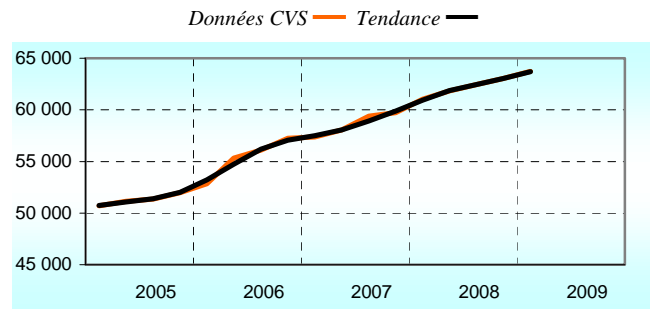
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 44 entreprises du secteur du commerce de détail (y compris les concessionnaires automobiles) pour 28 réponses.

Importations de textile (en tonnes)



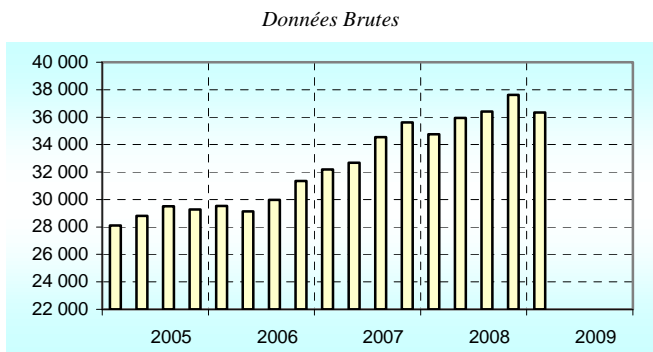
Sources : Service des Douanes, ISEE

Encours bancaires des crédits de trésorerie des ménages (en millions de F CFP)



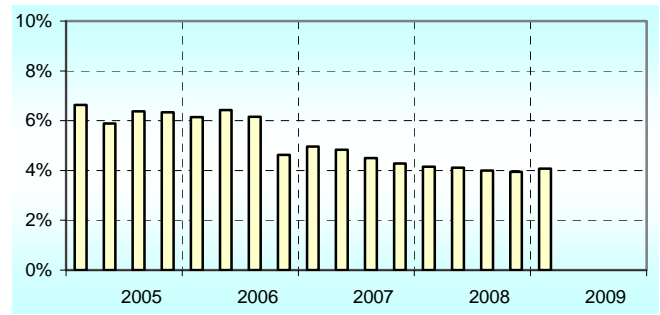
Source : IEOM

Secteur « Commerce »
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)



Source : IEOM

Secteur « Commerce »
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



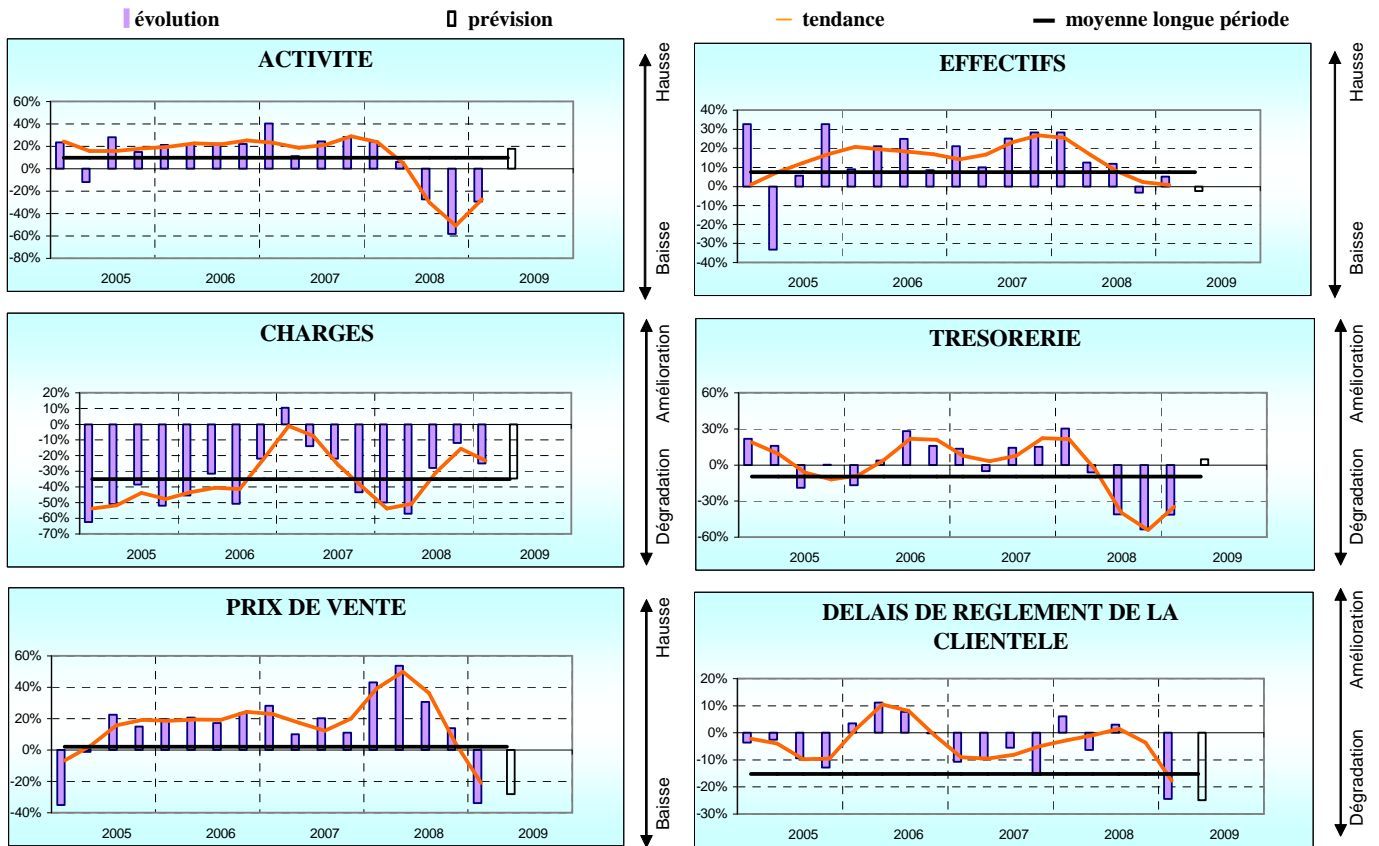
Source : IEOM

	4e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation	Cumul à la fin du 1er trim. 2008	Cumul 2009	Variation
COMMERCE						
importations de textiles (en tonnes)	255	126	- 50,4%	227	126	- 44,3%
CONDITIONS DE FINANCEMENT	déc-2008	mars-2009	Variation	mars-2008	mars-2009	Variation
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	37 617	36 334	- 3,4%	34 752	36 334	+ 4,6%

Sources : Service des Douanes, ISEE, IEOM

4-8 Hôtellerie - Tourisme

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur de « l'Hôtellerie et du Tourisme » au 31 mars 2009

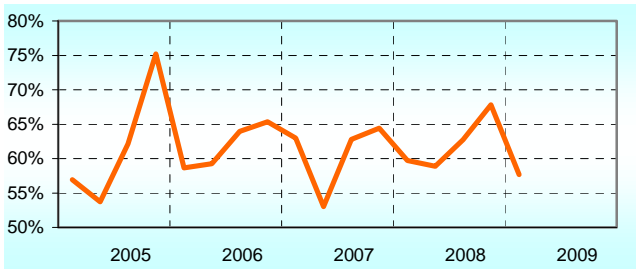


Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 21 entreprises du secteur de l'hôtellerie et du tourisme pour 17 réponses.

Taux d'occupation des chambres

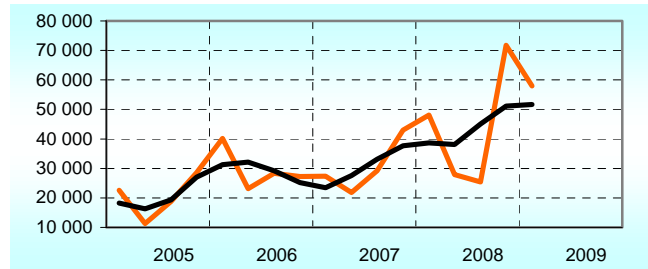
Moyenne trimestrielle - données brutes



Source : ISEE

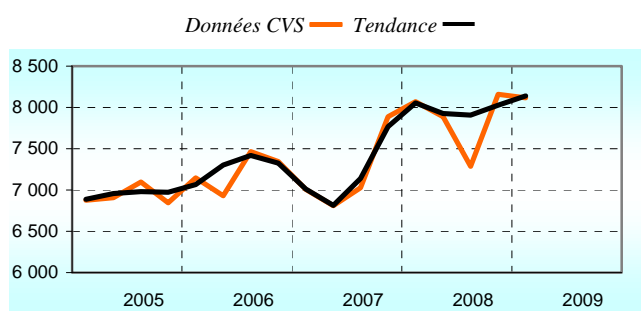
Nombre de croisiéristes

Données brutes — Tendence —



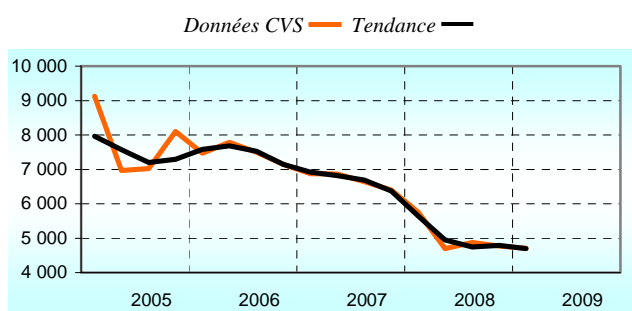
Source : ISEE

Nombre de touristes français



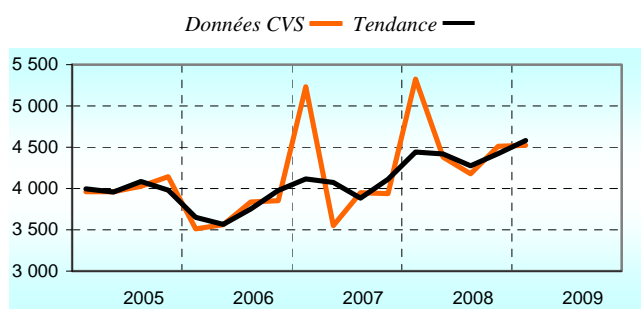
Source : ISEE

Nombre de touristes japonais



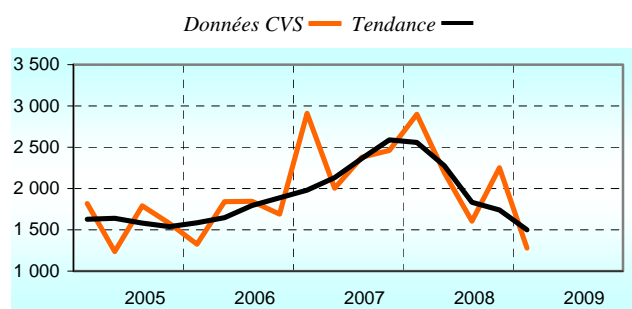
Source : ISEE

Nombre de touristes australiens



Source : ISEE

Nombre de touristes néo-zélandais

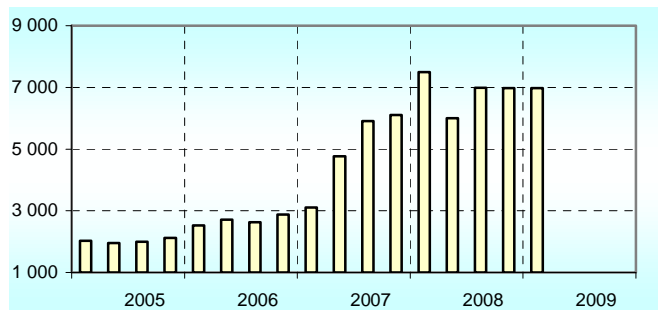


Source : ISEE

Secteur « Hôtellerie »

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

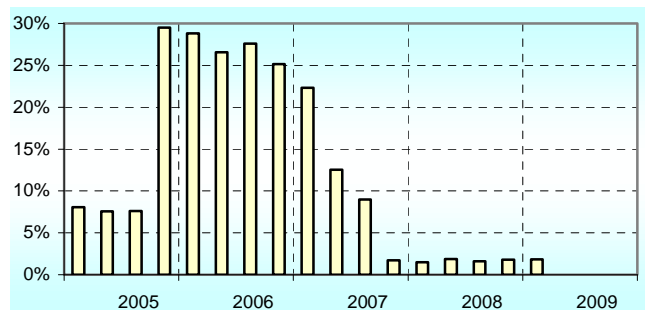
Données Brutes



Source : IEOM

Secteur « Hôtellerie »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



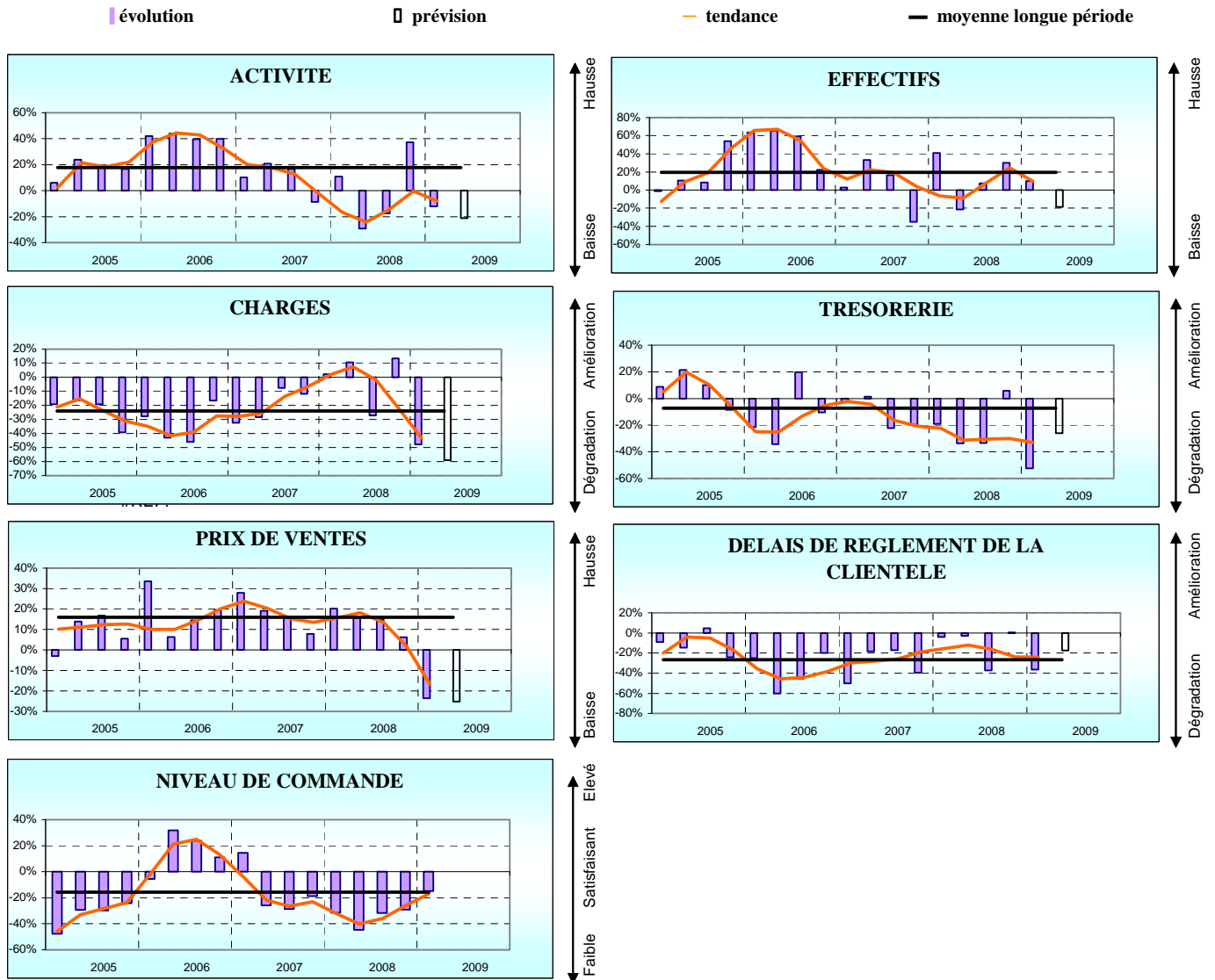
Source : IEOM

	4e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation	Cumul à la fin du 1er trim. 2008	Cumul 2009	Variation
TAUX D'OCCUPATION DES CHAMBRES ET NUITÉES (Source : Syndicat des hôteliers)						
Coefficient d'occupation (en %) (moyenne)	67,8%	57,7%	- 10,1 pt	59,7%	57,7%	- 2,0 pts
Nombre de nuitées	164 870	143 950	- 12,7%	152 937	143 950	- 5,9%
DEBARQUEMENT DE TOURISTES (Source : ISEE)						
Tourisme de séjour						
Nombre de touristes	30 666	23 047	- 24,8%	25 971	23 047	- 11,3%
Touristes français	11 118	7 406	- 33,4%	7 354	7 406	+ 0,7%
Touristes japonais	5 082	5 143	+ 1,2%	6 303	5 143	- 18,4%
Touristes australiens	4 737	3 757	- 20,7%	4 361	3 757	- 13,9%
Touristes néo-zélandais	2 257	728	- 67,7%	1 632	728	- 55,4%
Touristes divers	7 472	6 013	- 19,5%	6 321	6 013	- 4,9%
Tourisme de croisière						
Nombre de croisiéristes	71 704	57 990	- 19,1%	48 147	57 990	+ 20,4%
Nombre d'escales de navires	37	37	+ 0,0%	32	37	+ 15,6%
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	déc-2008	mars-2009	Variation	mars-2008	mars-2009	Variation
	6 972	6 977	+ 0,1%	7 496	6 977	- 6,9%

Source : ISEE, IEOM

4-9 Services aux entreprises

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des « Services aux entreprises » au 31 mars 2009



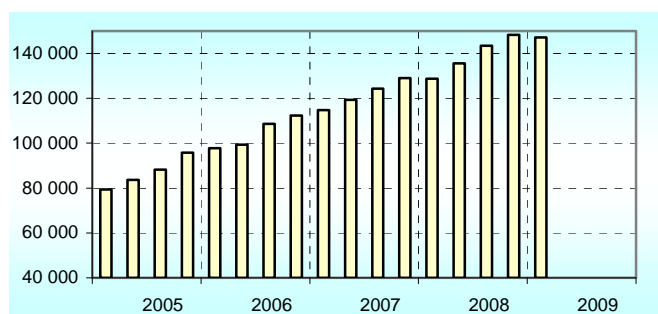
Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 21 entreprises du secteur des Services aux entreprises pour 13 réponses.

Services

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

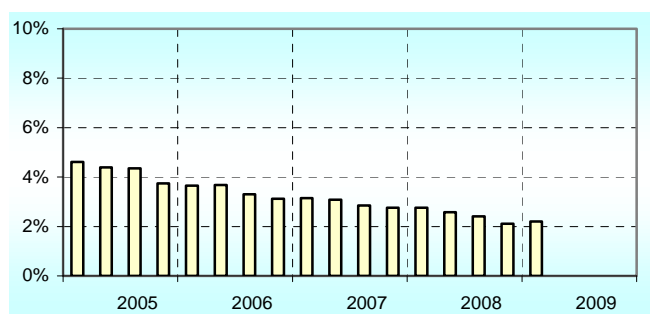
Données Brutes



Source : IEOM

Services

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)

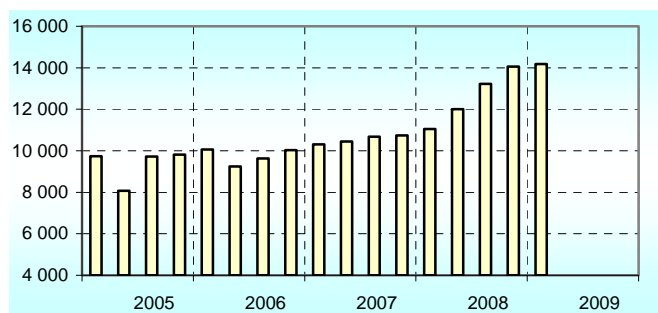


Source : IEOM

Transport et Télécommunications

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

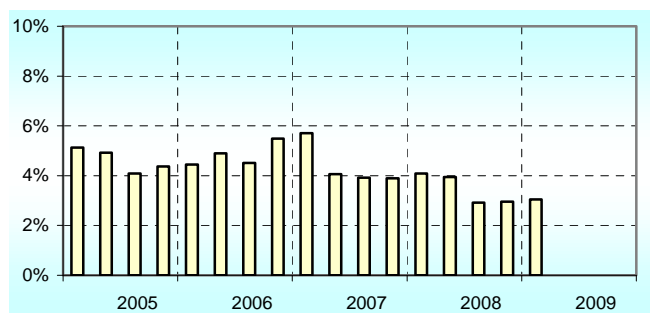
Données Brutes



Source : IEOM

Transport et Télécommunications

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

CONDITIONS DE FINANCEMENT (en millions de F CFP)		déc-2008	mars-2009	Variation	mars-2008	mars-2009	Variation
Encours bancaires des crédits des services		148 332	147 078	- 0,8%	128 769	147 078	+ 14,2%
Encours bancaires des crédits des transports et télécommunications		14 059	14 175	+ 0,8%	11 043	14 175	+ 28,4%

Source : IEOM

Note méthodologique

L'évolution de la conjoncture est appréhendée au travers des résultats d'une enquête d'opinion menée auprès d'un échantillon représentatif de dirigeants d'entreprises et des données économiques brutes se rapportant aux différents secteurs d'activité, aux entreprises et aux ménages. Afin de faciliter la compréhension de ce document, il est utile de préciser quelques points.

Les commentaires ne font que refléter l'opinion des chefs d'entreprises interrogés et ne sauraient engager l'IEOM.

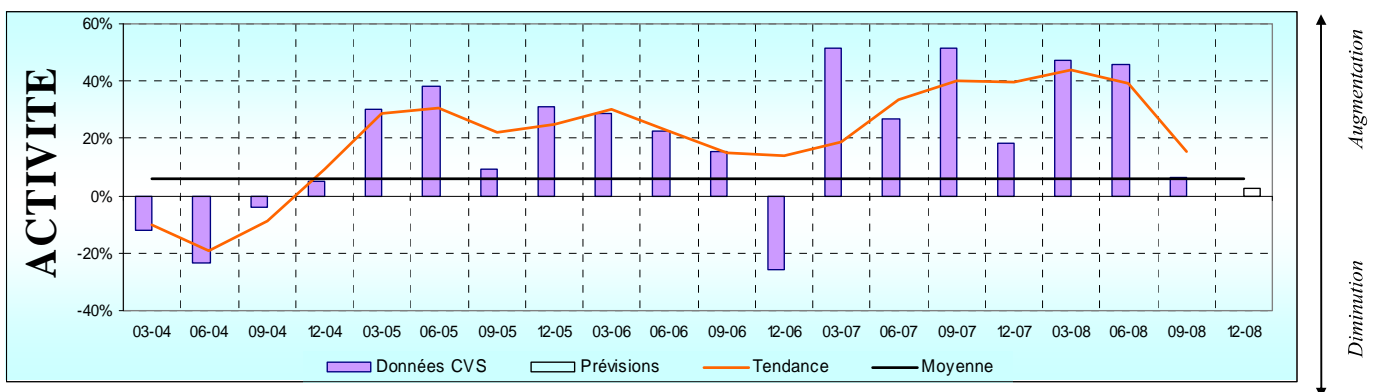
Interprétation des soldes d'opinion

Les courbes et histogrammes apparaissant dans certains graphiques retracent l'évolution des soldes d'opinion désaisonnalisés. Un solde d'opinion qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation** correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2008 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises un poids proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Les courbes et histogrammes évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Ils ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, les courbes et les histogrammes établis évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe ou l'histogramme s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'ils se rapprochent de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe ou l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

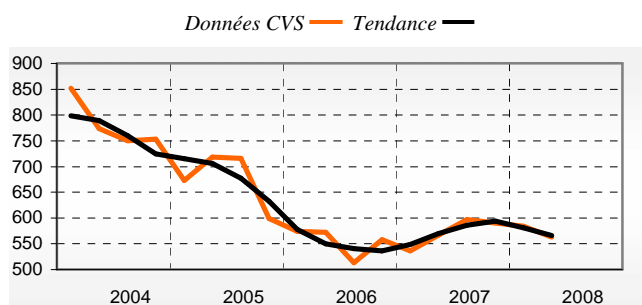


Compréhension des graphiques des indicateurs économiques

Les indicateurs se rapportant aux secteurs économiques, aux entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi, SMG...), figurent sous forme de graphiques pour les cinq dernières années selon des fréquences mensuelles ou trimestrielles.

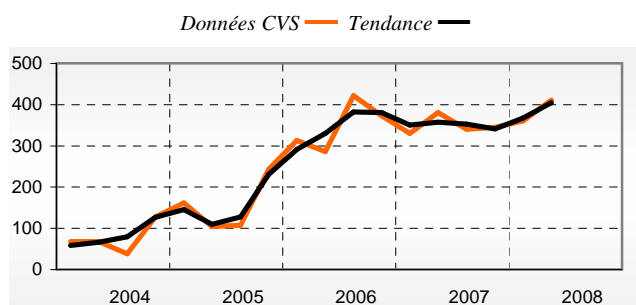
L'analyse des données révèle une saisonnalité, qui fait l'objet d'un traitement. On dit qu'elles sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Les données représentées, peuvent être brutes, CVS ou encore représentées sous forme de tendance afin d'obtenir un lissage dans le cas d'évolutions trop heurtées.

Abattages de viande bovine (en tonnes)



Source : OCEF

Importations de viande bovine (en tonnes)

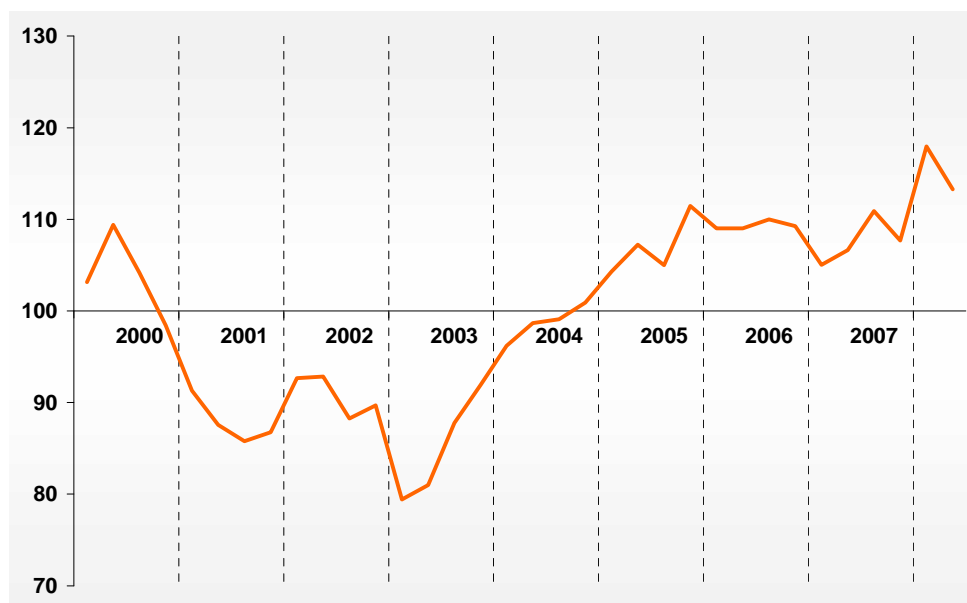


Source : Service des Douanes

Indicateur synthétique du climat des affaires (ICA)

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM et l'IEOM ont élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture.

L'indicateur de climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.



Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : HP. de CLERCQ
Editeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer le 12 juin 2009
Dépôt légal : juin 2009 n° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553
e-mail : agence@ieom.nc

Coordonnées du siège



IEOM

5, rue Roland Barthes
75598 PARIS CEDEX 12
tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@wallis.co.nc
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03